

SOULÈVEMENT DE POZNAŃ



pamięć.pl



SOMMAIRE

- 1** Introduction
- 2** Le calendrier du soulèvement de Juin 1956 de Poznań
- 4** Mémoire (non) contrôlée
Entretien avec dr Piotr Grzelczak
- 9** Marta Szczesiak-Ślusarek « À bas cette liberté »
- 12** Katarzyna Florczyk, Le prix du courage. Maria Kapturska, Helena Przybyłek, Stanisława Sobańska
- 16** Łukasz Jastrząb, Victimes du soulèvement de Poznań
- 17** La liste de victimes de juin 1956
- 18** L'enquête est en cours... entretien avec le procureur Mirosław Sławeta
- 22** Łukasz Jastrząb, Lui, il le savait... Extraits du témoignage du commandant Feliks Dwojak
- 26** Krzysztof Brzechczyn, Outre le soulèvement de Poznań
– les protestations de la société dans le bloc communiste de 1953 à 1956
- 30** Agnieszka Kołodziejaska, Histoire vue du tramway
- 32** Programme des activités d'anniversaire offertes par le Bureau territorial d'éducation publique de Poznań

Photo de couverture : Manifestation sur la place Adam Mickiewicz et la rue Święty Marcin

**POZNAŃSKI
CZERWIEC** '56

annexe gratuite au mensuel « Pamięć.pl »

conçu en collaboration avec le Bureau Territorial
d'Éducation Publique de Poznan

Éditeur : Institut de la Mémoire Nationale –
Commission pour la poursuite des crimes contre
la nation polonaise

Rédaction : Andrzej Brzozowski
(rédacteur en chef, tel. 22 581 87 98;
e-mail : andrzej.brzozowski@ipn.gov.pl)

Maciej Foks, Filip Gańczak, Jakub Gołębiowski,
Agnieszka Łuczak, Andrzej Sujka,
Karolina Wichowska

Secrétariat : Maria Wiśniewska
e-mail : maria.wisniewska@ipn.gov.pl
tel. 22 581 88 19

Traduction: Maison de la Bretagne de Poznań

Relecture : Magdalena Baj

Maquette : Hubert Rabiński, Sylwia Szafrąńska

Siège de la rédaction : ul. Postępu 18b, Warszawa

Adresse de correspondance :
ul. Wołoska 7, 02-675 Warszawa
www.ipn.gov.pl

Imprimerie : « Legra » sp. z o.o.
ul. Albatrosów 10C, 30-716 Kraków
ISBN 978-83-8098-000-6

La rédaction ne renvoie pas les matériaux non
commandés et se réserve le droit de modifier des
textes reçus.

Mémoire du soulèvement de Poznań 1956

Le soulèvement de Juin 1956 à Poznań est un des moments-clés de l'histoire contemporaine de la Pologne. C'était un événement à l'échelle internationale qui a fait la « une » des journaux du monde entier. Il ne s'agissait pas de la première révolte dans le bloc soviétique. 3 ans auparavant, des émeutes anticommunistes ont déjà éclaté en Allemagne de l'Est. Ces mouvements de libération éveillaient l'espoir du changement. On analysait ses conséquences possibles, surtout dans le contexte de la déstalinisation du parti communiste soviétique lors de son XXème congrès.

Quelques mois après, le monde entier était bouleversé par le drame de la révolution hongroise. C'est quand même Poznań qui est resté le symbole de la révolte anticommuniste et les événements de juin revenaient à chaque analyse de la situation du bloc de l'Est.

La mémoire du soulèvement de Poznań était particulièrement importante pour les Polonais, surtout pendant les révoltes suivantes. Il était un point de repère, on lançait à maintes reprises l'appel pour « faire comme à Poznań ». La mémoire du soulèvement de 1956 est réapparue avec force après les événements d'août 1980. Elle faisait partie de la « généalogie » de Solidarność de même qu'elle la légitimait historiquement. La force de cette mémoire s'exprimait entre autres au travers de centaines d'articles publiés dans les périodiques syndicaux. Les autorités communistes ont dû faire des concessions en publiant officiellement des documents sur les événements de 1956 et donnant la permission d'édifier le mémorial du soulèvement.

L'inauguration du mémorial avait une dimension nationale. Parmi presque deux mille personnes réunies, nombreux étaient les représentants des structures de Solidarność de toute la Pologne. Le mémorial est devenu un symbol communément reconnaissable. La situation n'a pas changé même au moment de la loi martiale qui marquait le début de la dernière phase de la « bataille pour la mémoire » du Soulèvement. Cette bataille, elle était menée souvent aux pieds des Croix de Poznań.

Aujourd'hui, c'est avec le recul des soixante ans passés que nous étudions le soulèvement. Nous analysons le déroulement des événements. Nous réfléchissons sur leur importance pour l'histoire de la Pologne et de l'Europe. Nous rendons hommage aux héros de ces événements dramatiques, morts et vivants. En faisant une réflexion sur le soulèvement du 28 juin 1956, il serait important de nous questionner sur les valeurs issues de ce chapitre douloureux de l'histoire de la Pologne.

Dr Łukasz Kamiński

Président de l'Institut de la Mémoire Nationale (IPN)

Le soulèvement de Poznań 1956

Il ya 60 ans, le 28 juin 1956, les ouvriers des usines de Poznań se sont levés contre les mauvaises conditions de travail, des normes exorbitantes ainsi que des conditions sociales de logement et d'approvisionnement déplorables. Ils sont descendus dans les rues pour manifester contre la dictature communiste et les méthodes policières dominant dans un pays où – selon la propagande officielle – devait régner la justice sociale et où le pouvoir était entre les mains « des travailleurs des villes et des campagnes ».

Dans la ville ont éclaté des affrontements qui sont successivement devenus une insurrection nationale. A l'image des insurgés de Varsovie, les manifestants de Poznań se sont emparés des bouteilles d'essence et des armes à feu. Les jeunes filles avec des brassards blancs et rouges sur les manches soignaient des blessés, en s'appelant elles-mêmes le service médical d'insurrection.

Les forces de la milice, du Bureau de la Sécurité d'État (Bureau de la sécurité publique, sigle polonais : UB) et du Corps de sécurité intérieure (KBW) s'étant avérées insuffisantes, les dirigeants ont fait appel à l'armée. En quelques dizaines d'heures 10 milles soldats et plus de 350 chars ont étouffé le soulèvement en luttant contre des civils qui ne disposaient que de très peu d'armes à feu.

Le soulèvement de Poznań était la première grande révolte ouvrière dans l'histoire de la République Populaire de Pologne. Il ouvre le grand cycle polonais des luttes ouvrières contre la dictature communiste (1970, 1976, 1980) Malheureusement on a toujours tendance à marginaliser cet événement en le limitant à la dimension régionale. Pendant de longues années la propagande communiste décrivait cette manifestation comme un « événements de Poznań » ou « accidents de Poznań ». Cette dénomination devait réduire l'importance du soulèvement de 1956. Pourtant, il ne faut pas oublier que la révolte des ouvriers de Poznań était un des plus grands mouvements antitotalitaires de libération en Europe Centrale dans les années 1950. C'étaient les ouvriers de Poznań qui ont ouvert le chemin au tournant politique d'octobre 1956 qui a entraîné la déstalinisation et l'atténuation des formes oppressives de la dictature en Pologne Populaire.

Dr Agnieszka Łuczak

Chef du Bureau territorial d'éducation publique
de l'Institut de la Mémoire Nationale de Poznań

LE 28 JUIN 1956

6h00

L'équipe de la section W3 des Industries Métallurgiques Hipolit Cegielski (ZISPO) arrête de travailler et se réunit dans la halle de transbordeurs. Ensuite les ouvriers se divisent en groupes et se rendent vers d'autres sections.

6h35

Les ouvriers des ZISPO quittent l'usine et défilent le long de la rue Dzierżyńskiego vers le centre de la ville.

6h35-9h00

Les ouvriers arrivent sur la place Staline devant le siège du Presidium du Conseil municipal d'État (MRN). Les travailleurs des autres entreprises et les habitants de la ville se joignent au cortège.

9h00-11h00

Les manifestants réunis sur la place devant le Château Impérial (siège du MRN) demandent à parler avec les représentants du pouvoir municipal. Une délégation choisie parmi les ouvriers se rend à un entretien avec le président du MRN, Franciszek Frąckowiak. On réclame l'arrivée du premier ministre Józef Cyrankiewicz ou bien du 1er Secrétaire du Comité Central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) Edward Ochab. Les membres de la délégation se rendent au siège du Comité de voïvodie du POUP où, au cours des discussions avec Wincety Kraśko, on réclame encore une fois l'arrivée du premier ministre Cyrankiewicz. On entend que Czesław Rutkowski, un des délégués, a été arrêté. Kraśko le contredit. Cependant, la situation se détériore rapidement avec une rumeur que les membres de la délégation des ZISPO auraient été arrêtés. Cette rumeur est diffusée par les mégaphones d'un véhicule du Bureau de communication de voïvodie capturé par les manifestants.

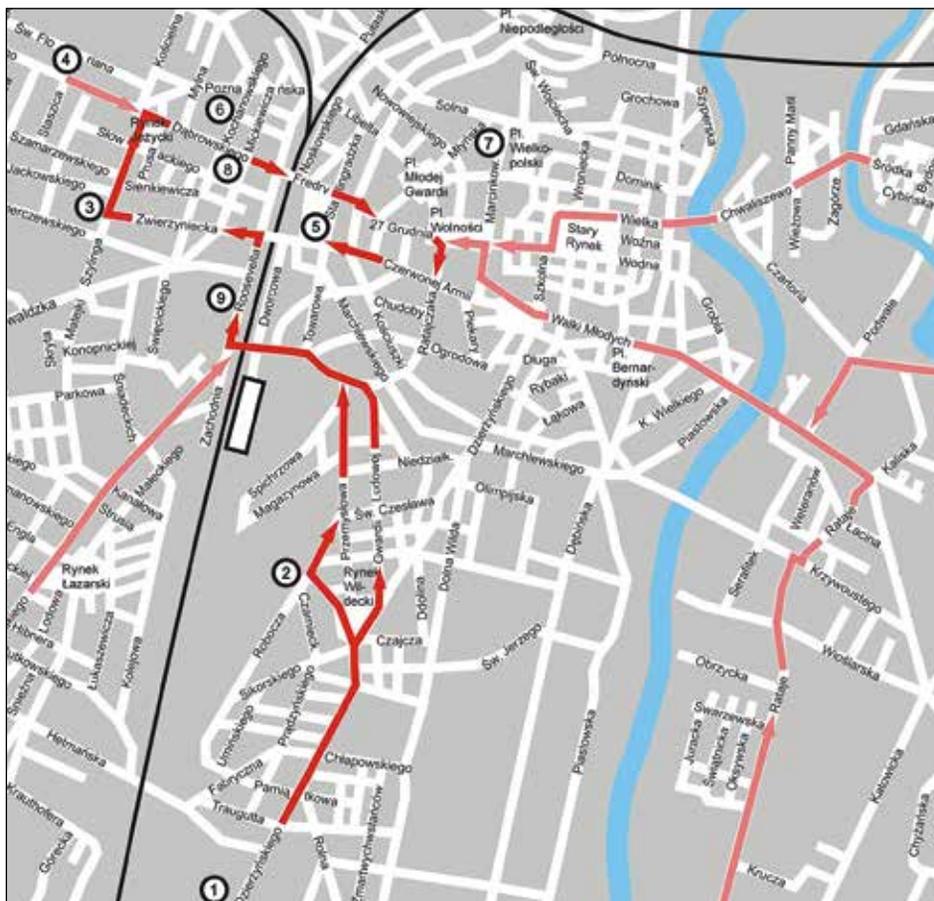
10h00

Un groupe de manifestants entre pour la deuxième fois dans le bâtiment du Comité de voïvodie du POUP où ils enlèvent des drapeaux rouges en les remplaçant par des plaquettes avec des slogans. Un autre groupe s'empare du siège de la direction de la Milice Civique et incite les miliciens à se joindre aux manifestations.

Après 10h00

La foule se divise en deux groupes. L'un d'eux, poussé par les appels venants des mégaphones, se dirige vers la prison de la rue Młyńska. L'autre se rend au siège du Bureau régional de la sécurité publique (WUBP) de la rue Kochanowskiego. Les manifestants jettent du toit du bâtiment de la Sécurité Sociale les appareils de brouillages des stations de radio occidentales. Une partie de manifestants entre dans le bâtiment du Comité Municipal du POUP de la rue Mickiewicza.

LE CALENDRIER



Élaboré par Piotr Orzechowski

➔ Cortège principal

➔ Manifestants des autres entreprises dans de différentes parties de la ville

① ZISPO

② Atelier d'entretien du matériel roulant

③ Modena

④ Wiewpofama

⑤ Place Staline (à côté, rue de l'Armée Rouge, le Presidium du Conseil municipal d'État, le Comité de voïvodie du POUP)

⑥ Bureau régional de la sécurité publique

⑦ Prison Centrale

⑧ Sécurité sociale

⑨ Foire Internationale de Poznań

10h50

La foule prend d'assaut la prison de la rue Młyńska. A l'aide des échelles, les manifestants franchissent le mur, ouvrent de l'intérieur la porte de la prison et libèrent 252 détenus.

11h00

Rue Kochanowskiego, les agents de la Sécurité d'État (UB) utilisent des lances à eau contre les manifestants. En revanche ceux-ci lancent des pierres vers le bâtiment du WUBP. C'est là qu'éclatent les premiers coups de feu et les premiers blessés sont transportés aux hôpitaux Pawlow et Raszeja.

DU SOULEVEMENT DE JUIN 1956 À POZNAŃ

11h00-14h00

300 soldats, 16 chars, 2 half-tracks et 30 véhicules prennent position autour des bâtiments qu'ils ont pour mission de protéger sur l'ordre du commandant de l'École des officiers des Unités Blindées (OSWPiZ). Plusieurs chars se dirigeant vers la rue Kochanowskiego sont attaqués et mis à feu avec des bouteilles d'essence et les soldats sont forcés à les quitter. Les manifestants s'emparent du bâtiment du tribunal et du parquet de la ville de la rue Młyńska, ils font main basse sur un certain nombre de documents carcéraux et les brûlent. Aux environs de la rue Kochanowskiego, l'échange des coups de feu devient plus fort. Les manifestants assiègent le bâtiment de l'UB, on y tire le feu depuis une vingtaine de points différents.

11h30

Les émeutiers s'emparent de l'armurerie de la prison et distribuent des armes à feu (80 armes et munitions).

12h00

Un autre groupe de 4 chars et 2 pelotons de cadets de OSWPiZ se dirige vers la ville.

12h30

Les manifestants s'emparent de 2 chars et désarment des soldats.

13h00

Le commandant de l'OSWPiZ après avoir discuté avec le chef de l'état-major de l'Armée Polonaise, le général Jerzy Bordziłowski, ordonne de faire venir 5 pelotons de cadets et 13 chars du polygone de Biedrusko

14h00

Le général Stanisław Popławski et un groupe d'officiers débarquent à l'aéroport de Ławica. Ils prennent aussitôt leur commandement.

15h00

Le commandant de OSWPiZ ordonne à une troupe de Biedrusko composée de 8 chars et 120 cadets de se diriger vers le siège de WUBP. La troupe a du mal à accomplir

la mission en s'opposant à une forte résistance des manifestants.

17h30

Au bout de deux heures, les soldats réussissent à entrer dans le bâtiment assiégé et à fermer le cercle intérieur tout autour.

18h00

Les unités de la 19ème Division Blindée du 2ème Corps Blindé entrent à Poznań.

18h00-20h00

Les groupes armés de manifestants investissent le camp de détention de Mrowino, l'École militaire à l'École Polytechnique de Poznań et le commissariat de la milice à Mosina et ils raflent les armes qui y sont entreposées.

20h00

Les unités de la 10ème Division Blindée du 2ème Corps Blindé entrent dans la ville.

20h10

Des coups de feu sont échangés à Czempin, près de Poznań, où on a tenté sans succès de désarmer le commissariat de la milice. A Poznań, surtout autour du bâtiment du WUBP, des batailles avec des forces de sécurité continuent. A Środa Wielkopolska, dans l'après-midi et le soir, les habitants de la ville se réunissent près du Comité Départemental du POUP sur la place du marché. Ils réussissent à arrêter pour un certain temps une troupe du Corps de la sécurité intérieure (KBW) en route vers Poznań. Après 23h15 la milice disperse les personnes réunies.

21h00

Un couvre-feu est imposé à Poznań jusqu'à 4 h du matin du jour suivant. Malgré cela, les luttes continuent, surtout aux environs de la rue Kochanowskiego et près du Château Impérial.

22h00

Les unités de la 4ème Division d'Infanterie du 2ème Corps de l'Armée venues du

polygone de Wędrzyn, entrent dans la ville.

1h30

Une vague massive d'arrestations commence. Les suspects interpellés sont transportés à l'endroit appelé le « point de filtration » à l'aéroport de Ławica.

LE 29 JUIN 1956

La plupart des entreprises de Poznań continuent la grève, de même que celles de Luboń, Swarzędz et Kostrzyn.

4h00 – 5h00

Les unités de la 5ème Division d'Infanterie du 2ème Corps de l'Armée entrent dans la ville. Ils ont pour tâche entre autre de protéger le bâtiment du WUBP, la caserne du KBW, les Ateliers d'entretien du matériel roulant (ZNTK), de patrouiller dans les rues et d'éliminer les points de résistance. Une partie de ces unités est dirigée dans les entreprises en grève de Luboń. Les autres doivent contrôler les ZISPO, les Foires Internationales et les rues Dąbrowskiego et Polna. Dans l'après-midi un cortège des milliers de manifestants suit la rue Dąbrowskiego en essayant de s'approcher du bâtiment du WUBP. Mais la foule se disperse en voyant des chars. A Swarzędz, l'armée empêche le passage des manifestants vers Poznań.

19h30

Le premier ministre Józef Cyrankiewicz déclare à la radio locale *que les ennemis du gouvernement populaire se verront couper leurs mains.*

LE 30 JUIN 1956

Les transports publics recommencent à circuler. Certaines entreprises continuent la grève (p.ex. ZNTK), alors que d'autres reprennent le travail mais avec le personnel très réduit. Des cérémonies officielles des funérailles se déroulent à la Citadelle avec la participation du premier ministre Józef Cyrankiewicz et du premier secrétaire du Comité Central du POUP, Edward Gierek. Dans l'après-midi, les unités militaires commencent à s'évacuer de Poznań. Le soir jusqu'au tard dans de différents lieux de Poznań on entend des coups de feu.

Dr Przemysław Zwiernik – historien, travaille au Bureau territorial d'éducation publique de l'IPN de Poznań. Il mène des recherches entre autres sur les structures de « Solidarność » et d'autres organisations d'opposition en Grande Pologne. Auteur du livre *Prasa podziemna opozycji politycznej w Poznaniu od wprowadzenia stanu wojennego do porozumień Okrągłego Stolu. 1981-1989 (La presse clandestine de l'opposition politique à Poznań depuis l'imposition de la loi martiale jusqu'aux accords de la Table Ronde. 1981-1989)*, 2014.

MÉMOIRE <NON> CONTRÔLÉE

L'interview de dr Agnieszka Łuczak avec dr Piotr Grzelczyk, auteur du livre *Soulèvement de 1956 de Poznań. Lutte pour en garder mémoire dans les années 1956-1989*, lauréat du Prix au Concours Władysław Pobóg-Malinowski pour le Meilleur début historique de l'année (2015).

■ Pourquoi les souvenirs de ce qui s'était passé à Poznań le 28 juin 1956 étaient-ils pendant de longues années un objet de conflit entre le pouvoir communiste et la société?

Les sources de ce conflit se déroulant dans les années 1956-1989 autour des événements du soulèvement de Poznań, résidaient dans le jugement indéniable porté par le gou-

vernement. Déjà en été 1956, dans les mass-medias strictement contrôlés par l'état, on a organisé une campagne de propagande extrêmement brutale. On a nommé la révolte des ouvriers de Poznań comme « provocation » ou « complôt des agents impérialistes » dont la responsabilité reposait sur « un ennemi » plus ou moins camouflé.

■ Cependant la société avait-elle une autre opinion sur le sujet?

Bien sûr, la campagne de propagande ne reflétait aucunement le climat social de Poznań ou de la Grande Pologne. Indéniablement le soulèvement de 1956 était une expérience sociale et collective unique dans son genre pour plus de cent mille participants directs, ainsi que pour leurs proches. D'ailleurs, le jugement cité ci-avant, à force d'être communément rejeté par la société, a été mis en cause pendant « l'Octobre polonais » de 1956.

■ Władysław Gomułka après être devenu le premier secrétaire en octobre 1956 a, d'une certaine manière, rehabili-

SOULÈVEMENT
1956
DE POZNAŃ



► Les chars de l'École des officiers des Unités Blindées, à proximité du siège du Bureau de la Sécurité d'État, rue Kochanowskiego



Dr Piotr Grzelczak – historien, auteur de la thèse de doctorat „Poznański Czerwiec 1956. Walka o pamięć w latach 1956-1989 » (« Soulèvement de 1956 de Poznań. Lutte pour en garder mémoire dans les années 1956-1989 ») sous la tutelle du professeur docteur habilité à mener des recherches Witold Molik, soutenue à l'Institut d'Histoire de l'Université Adam Mickiewicz (2014). Auteur des dizaines d'articles scientifiques consacrés aux anniversaires et à la politique du POUP envers le soulèvement de Poznań de 1956 de même qu'à la vie à Poznań au temps de la République Populaire de Pologne. Il a publié entre autre dans « Kronika Miasta Poznania », « Przegląd Zachodni » i « Artium Quaestiones ». Lauréat du prix de la ville de Poznań dans le concours pour les meilleures thèses de doctorats (2015).

Lauréat du 11ème prix dans la VIIIème édition du concours Władysław Pobóg-Malinowski pour le meilleur début historique de l'année (2015). Membre de l'Association des Amis des Sciences de Poznań. Il travaille comme secrétaire de la rédaction des « Chronique de la ville de Poznań » à la maison d'édition Posnania de Poznań.

té le soulèvement des ouvrier de Poznań en l'estimant comme une juste colère contre « les erreurs et déformations ». Comment alors s'est –il déroulé le premier anniversaire du soulèvement?

Effectivement, durant les quelques mois après octobre 1956, ce nouveau jugement était un outil opportun pour légitimer « le socialisme sans déformations » représenté prétendument par l'équipe de Gomułka. Cependant, déjà au printemps 1957, l'omniprésence du soulèvement de Poznań dans le discours public a commencé à irriter le pouvoir communiste. A Poznań même, toutes les décisions politiques à l'époque étaient prises à l'ombre de cet événement. De même, c'est à Poznań qu'est né le mouvement ouvrier qui voulait cultiver la mémoire du soulèvement et de ses victimes. Pour le contrarier, juste avant le premier anniversaire, au début de juin 1957, les pouvoirs communistes ont organisé la visite de Gomułka dans le nid même du soulèvement, c'est-à-dire aux Industries Métallurgiques Hipolit Cegielski. Au cours de la rencontre avec les ouvriers, il leur a adressé un appel pour faire tomber « un rideau funèbre de silence » sur cette récente « tragédie

> Note d'information du Service de sécurité consacrée à l'état d'esprit des ouvriers à l'aube du premier anniversaire du soulèvement de Poznań, le 14 juin 1957.

familiale ». En effet, ce « rideau », on a très vite commencé à le faire tomber, avec la participation très active des représentants du pouvoir de toute échelle ainsi que celle des agents du Service de sécurité (SB) qui infiltraient les milieux ouvriers et intimidaient leurs leaders naturels.

■ **La célébration du soulèvement a donc été interdite en 1958?**

Ce sujet a presque complètement disparu de l'espace public (sauf à l'Eglise). Au printemps 1958, les dirigeants du POUP de la Grande Pologne se sentaient déjà beaucoup plus sûrs que l'année précédente. Le licenciement spectaculaire de Stanisław Matyja (leader informel des ouvriers) et d'un groupe de ces colla-

borateurs, n'a entraîné aucune réaction de solidarité des ouvriers. Cela signifiait que les repressions contre ce milieu durant depuis presque deux ans, avaient atteint leur but. Néanmoins le Service de Sécurité de Poznań continuait à infiltrer ce milieu ne négligeant aucun détail qui risquerait de provoquer des émeutes en deuxième anniversaire du soulèvement. Au long de tout le mois de juin 1958, le Service de sécurité a mis en état d'alerte tout son réseau d'agents secrets (presque 100 personnes). On a aussi noué 149 contacts avec la direction de différentes entreprises de même qu'avec « des personnes influentes dans les usines ». Alors, si les ouvriers ont laissé tomber la commémoration de juin 1956 c'est parce qu'ils étaient soumis pendant plusieurs mois aux repressions et intimidations provoquées par le parti communiste et sa police secrète. Le deuxième anniversaire du soulèvement n'a été commémoré que dans les cœurs et mémoire des familles et amis des victimes qui participaient aux messes célébrées à cette occasion ou bien en visitaient les tombeaux de leurs proches.

■ **Selon vos études, la mémoire du soulèvement 1956 influençait les autorités locales jusqu'aux années soixante-dix.**

D'un côté il y avait ce processus intentionnel de pousser le soulèvement de juin vers l'oubli social. Mais d'autre part son influence continuait à survivre et à être présente comme sujet de discussion des pouvoirs locaux. Jusqu'à la fin des années cinquante, l'exécutif du Comité de voïvoïe du POUP se réunissant au mois de mai consacrait une place importante à la préservation de la ville contre d'éventuelles émeutes de juin. Les anniversaires successifs du soulèvement de juin n'étaient plus une source d'inquié-

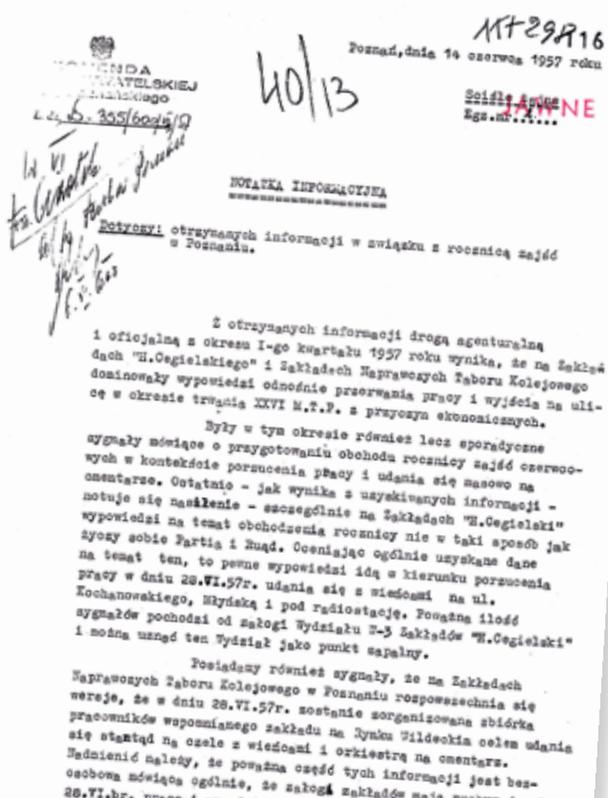


Photo : AIPN



► Appareils de brouillage contre les stations de radio occidentales jetés du bâtiment de la Sécurité sociale au coin de la rue Mickiewicza et Dąbrowskiego



► Le char de l'École des officiers des Unités Blindées de Poznań, capturé par les manifestants

Photo : AIPN

SOULEVEMENT
1956
DE POZNAŃ

tude des pouvoirs communistes de Poznań. Ce sujet a disparu définitivement de l'ordre du jour de l'exécutif du Comité de voïvodie du POUP au début des années soixante. Néanmoins les services secrets, à la demande des dirigeants communistes, continuaient à recueillir les dossiers sur ce sujet. Il faudrait aussi remarquer que c'est à cause des événements de juin qu'on a renoncé à organiser à Poznań des défilés du 1er mai. En plus, on considérait « le jeudi noir » comme source principale de difficultés dans le processus du recrutement de nouveaux membres pour le parti communiste de Poznań. Il est important de souligner que les autorités locales avaient tendance à chercher les sources de différentes tensions sociales à Poznań dans « une inspiration impérialiste ».

■ **Est-ce que dans les années 60 l'état d'esprit de la société de la Grande Pologne était-il influencé par le « jeudi noir » ? On entend dire que, les ouvriers de Poznań ont été « cassés » en 1956 pour de longues années.**

Dans les situations de crise, on avait presque toujours recours au contexte de juin 56. Prenons p.ex. l'automne 1959 où il y avait une crise profonde

sur le marché de viande. Les poznańiens étaient persuadés que « si cela continue, on aura le nouveau juin 56 ». Le reflet de ces rumeurs, on le retrouvait dans l'état d'esprit du personnel de l'Atelier d'entretien du matériel roulant qui ne semblait qu'attendre le signe de l'équipe des ZISPO pour commencer la grève générale. Finalement la grève n'a pas eu lieu. Cependant, au cours des discussions au Comité de voïvodie du POUP, on disait ouvertement que « tout le monde s'attendait » que les ouvriers des ZISPO sortent manifester. De même, le souvenir du soulèvement de juin était présent en mars 1963 quand le POUP a procédé à « la régulation des prix ». On percevait l'état d'esprit des ouvriers comme « très mauvais » et pour cela toutes les forces de sécurité ont été engagées pour surveiller les usines suspectes d'avoir « des ruptures de travail ». Il est remarquable qu'à l'occasion de ce type de « turbulences », c'est l'attitude des ouvriers des ZISPO qui était très commentée. Ils étaient perçus comme une mesure spécifique du niveau de mécontentement social. En 1963, ce n'est pas seulement à Poznań et à ses environs mais aussi dans d'autres ré-

gions comme Łódź, Gdańsk ou Legnica qu'on attendait des manifestations des ouvriers des ZISPO.

■ **En avril 1966, pendant la célébration du millénaire de la Pologne, les pouvoirs communistes redoutaient que la situation du juin 1956 ne se répète.**

Oui, à l'époque, à l'exception des cercles familiaux, c'est l'Eglise qui est restée le seul milieu où l'on puisse parler, au moins partiellement, du soulèvement de Poznań. La campagne millénaire a fait revivre les souvenirs du juin 1956 dans les discussions internes au sein du POUP de Poznań. D'autre part les agents du Service de sécurité n'ayant pas oublié, eux non plus, le soulèvement de juin, ont procédé aux « contrôles de la mise en sécurité des armes dans les entreprises, institution et écoles pour s'assurer de leur dépôt correct ». Grâce à ceci « les armes venant de plusieurs institutions suspectes ont été retirées et déposées au siège de la Milice Civique ».

■ **Et quant aux Émeutes de la Baltique en décembre 1970 ? Est-ce que les dirigeants communistes redoutaient l'attitude des ouvriers de Poznań par rapport à ces événements sanglants ?**

L'ambiance qui régnait ces jours sombres à Poznań était très tendue. Le risque de grève des ouvriers de l'usine ZISPO a remarquablement augmenté. Selon les souvenirs de Kazimierz Barcikowski, au siège du parti rue de l'Armée Rouge, où chaque soir avaient lieu des sessions pour les secrétaires de tous les comités de quartier du POUP, on sentait une tension inouïe. Un désir prédominait : « ne pas permettre que les événements de juin 1956 se répètent ». Par ailleurs, Barcikowski qui en 1968 était nommé le 1er secrétaire du Comité de voïvodie du POUP a commencé à exercer ses fonctions par la lecture des informations sur les causes et le déroulement du soulèvement de Poznań. C'était pour lui la clé pour comprendre la spécificité de cette ville qu'il ne connaissait pas. Finalement c'est en recourant à l'armée qu'on a étouffé le risque de grève qui menaçait Poznań en décembre 1970. Dans la nuit du 17 au 18 décembre 1970, à la demande du Comité de voïvodie du POUP on a fait venir de Krosno Odrzańskie la 4ème Division Blindée avec 4000 soldats disposant de centaines de chars et de véhicules blindés. On les a installés sur le Polygone de Biedrusko près de Poznań. En plus, parmi les soldats des unités militaires de Poznań on en a choisi 1,7 mille pour « protéger les institutions d'utilité publique ».

■ **Les participants du soulèvement de Poznań étaient-ils traités d'une manière particulière par les services de sécurité ?** Presque 10 ans après le jeudi noir, les agents du IIIème Département du Service de sécurité de Poznań ont commencé des actions opérationnelles contre des centaines de participants les plus actifs du soulèvement. Cette surveillance sans précédent était réalisée dans le cadre du programme « des études opérationnelles et sociologiques » conçu par le Service de Sécurité. Les résultats finaux de ces études devaient être élaborés grâce à l'application d'une « méthode des enquêtes »

assez spécifique. Dans les années soixante, la sociologie était très à la mode même dans les cadres dirigeants des Services de sécurité. Les agents du Service complétaient les enquêtes sur la base des éléments recueillis en utilisant des méthodes opérationnelles. La plus importante et la plus large partie de cette enquête touchait le sujet de « l'activité sociale et politique » des interrogés et contenait des questions bien détaillées sur p.ex. leurs affiliations politiques entre les deux guerres, l'activité de résistance pendant la IIème guerre mondiale ou bien leur participation dans la conspiration anticommuniste après 1945. On posait aussi des questions sur le soulèvement de Poznań, surtout sur les circonstances de la prise en possession des armes utilisées pendant les émeutes. La seconde partie de l'enquête concernait l'attitude de l'interrogé pendant les 10 ans suivant les événements de juin 1956, « son attitude politique, sociale

et morale », « son attitude dans la période des tensions internationales », « ses actions politiques dans le pays », des conditions de vie matérielles, des voyages à l'étranger etc. A la fin du questionnaire apparaissait une des questions les plus surprenantes pour l'interrogé: ce qu'il faisait exactement les 22 et 23 décembre 1964. Pourquoi cette date suscitait-elle un tel intérêt du Bureau de la Sécurité d'État? C'est parce que le 22 décembre 1964 à Varsovie, rue Jasna, a eu lieu un hold-up spectaculaire dans une banque. Pourquoi les participants du soulèvement de 1956 se sont-ils trouvés dans le groupe des suspects ? On a du mal à y trouver une réponse rationnelle. Peut-être c'est à cause des armes « perdues » pendant le soulèvement de 1956.

■ **Dans les années soixante la politique des dirigeants qui consistait à celer ou déformer l'image des événements de juin 1956, fonctionnait de mieux en**

► Les fonctionnaires de la Milice Civique salués par les manifestants criants: « Milice avec nous ! »



Photo: AIPN

mieux d'une année sur l'autre. Suite à la censure et à la création littéraire des écrivains servils, on a commencé à parler de ces événements comme d'un épisode sans importance. Y avait-il quand même des littéraires qui écrivaient la vérité sur le soulèvement de Poznań et par la suite ont connu la répression?

Effectivement, on peut évoquer l'affaire du journaliste et poète de Poznań, Konrad Doberschütz dans les années 1959-1960 qui a abouti à un fameux procès judiciaire et à la condamnation à plusieurs années de prison pour avoir lutté en faveur de la commémoration des événements de juin 1956. Doberschütz, n'arrivant pas à accepter les changements qui avaient lieu en Pologne après la II^e guerre mondiale, a dévoilé ses frustrations dans ses poèmes, épigrammes, humoristiques et dans de courts textes de prose. Il y démasquait les défauts les plus honteux du pouvoir populaire. Dans un premier temps, ces œuvres ne restaient que dans le tiroir de son bureau. Mais finalement, il les a recueillis et en a édité un exemplaire de quelques dizaines de pages, intitulé « Poésie interdite ». Cependant, le Service de sécurité a dépisté cette affaire littéraire et le 18 février 1959 le journaliste a été arrêté pour infraction à plusieurs articles du « petit code pénal » qui était à l'époque en vigueur. Les œuvres en question dévoilaient entre autre le mensonge de Katyń, critiquaient le culte de Staline ou bien l'intervention soviétique en Hongrie. Dans ce recueil, on peut retrouver p. ex. un poème-berceuse « Dors bien, mon petit garçon » dédié à la plus jeune victime du soulèvement, Romek Strzałkowski. C'était probablement le poème le plus important et populaire de Doberschütz qui circulait depuis longtemps à Poznań en version orale et en copies manuscrites.

■ **La mémoire du soulèvement 1956 était-elle cultivée dans les milieux d'opposition après 1976 ?**

Si on parle de ce contexte, il faudrait souligner un événement assez peu connu de l'année 1976 où un groupe d'opposants a décidé de faire sortir le soulèvement de 1956 de l'oubli social en organisant la commémoration indépendante de son 20^e anniversaire. Ce qui est intéressant, c'est que cet événement n'a pas eu lieu à Poznań mais à Varsovie. Le dimanche 27 juin, deux jours après la protestation dramatique des ouvriers de Radom et Ursus, on a pu voir des affiches rappelant des avis de décès avec le texte suivant: « A l'intention des ouvriers victimes du soulèvement de juin 1956 à Poznań. Le 29 juin 1976, pour le XX^e anniversaire de cet événement, une messe sera célébrée à l'église Saint Hyacinthe à Varsovie, rue Freta 10 à 17h00. [signé] Leurs compatriotes ». Comme en témoigne un rapport fait par les agents du Service de sécurité plus de 120 personnes ont participé à la messe dont les plus grands opposants démocratiques tels que Seweryn Blumsztajn, Ludwik Cohn, Jacek Kuroń, Antoni Macierewicz, Stefan Kawalec, le général Roman Abraham, Andrzej Grabiński, Leopold Kummant, Jan Józef Lipski, Jan Lityński, Marta Miklaszewska, Jan Olszewski, Wojciech Ostrowski, Władysław Siła-Nowicki, Aniela Steinsbergowa, Wacław Zawadzki et Wojciech Ziemiński.

■ **La mémoire du soulèvement de Poznań a-t-elle connu une renaissance avec la création de Solidarność en 1980 ?**

Oui, Solidarność a indéniablement reconnu le soulèvement de Poznań comme un des éléments les plus importants de sa jeune identité. Elle l'a assez vite intégré dans sa narration en le traitant comme un fragment d'une séquence plus vaste d'événements. Le conflit, jusqu'à présent très unilatéral, concernant la mémoire du soulèvement de Poznań est alors passé sur un autre niveau. La construction du mémorial du soulèvement de 1956 appelé les Croix de Poznań, une célébration gigantesque

de leur inauguration, la publication de la première monographie sur le Juin 1956 ou bien sa présence répandue de dans la communication nationale en font la preuve. Il est important de remarquer que cette volonté ardente de commémorer le soulèvement de Poznań prouvait deux choses. D'un côté la société ressentait un besoin profond, bien que caché, d'en garder la mémoire, et d'autre côté c'était une preuve de l'échec de la politique historique et de la propagande du pouvoir communiste. C'est pour cela que les dirigeants communistes jusqu'à la fin des années quatre-vingts, essayaient d'organiser eux-mêmes les célébrations des anniversaires des « événements de Poznań » comme on les appelait dans ce milieu. Cependant vouloir s'approprier la mémoire du Juin 1956 était un effort condamné à l'échec, surtout en ayant Solidarność comme adversaire. Solidarność, tout en restant un mouvement clandestin de résistance, gardait son impact intact ce qui a abouti par sa victoire finale en juin 1989.

■ **Donc finalement le pouvoir communiste a-t-il échoué ?**

Oui, effectivement, bien qu'au début rien ne l'indiquait. Dans cette lutte pour contrôler la mémoire du soulèvement de juin, le pouvoir communiste a engagé différents services – ceux qui créaient les idées sociales comme l'historiographie, la littérature et la propagande de médias, de même que ceux strictement répressifs comme la police secrète politique, la milice, le ministère public et le pouvoir judiciaire. Cependant on voit bien que tout cela devait échouer face à la mémoire vivante de cette lutte pour « la liberté et le pain » qui a engagé des milliers de personnes. En plus, le contrôle de la mémoire du soulèvement de Poznań a dévoilé le fonctionnement du système politique de la République Populaire de Pologne. L'état de contrôle social tellement désiré par le pouvoir n'était pas possible sans contrôle de mémoire surtout celle concernant l'histoire sociale et sociétale du pays. •

← A BAS CETTE LIBERTÉ ! →

Photo : AIP

SOUVENIR
DE POZNAŃ
1956

Marta Szczesiak-Ślusarek

En regardant les slogans sur les banderoles des manifestants de Poznań le 28 juin 1956, on peut avoir l'impression que les raisons principales pour lesquelles des dizaines de milliers de personnes descendirent dans les rues un jeudi caniculaire partent de petites revendications du pain et de la liberté. Cela faisait une dizaine d'années que la Seconde Guerre mondiale était finie mais les lendemains meilleurs promis par les autorités communistes n'arrivèrent pas.

Dans la première moitié des années cinquante, la société, exploitée sans cesse, fut forcée à la réalisation du plan de six ans (1950 à 1955) visant à faire de la propagande. Outre l'augmentation de la production industrielle, le plan prévoyait l'augmentation des revenus des citoyens. La réalité fut toute autre. Les gens travaillaient de plus en plus longtemps et plus efficacement mais au lieu d'obtenir des profits attendus, leurs salaires étaient de plus en plus bas et les quotas de travail de plus en plus relevés.

« Vie difficile d'aujourd'hui » au lieu des « lendemains meilleurs »

Les besoins fondamentaux de la vie quotidienne n'étaient pas assurés. L'économie planifiée centralisée supprimait successivement l'initiative privée dans le commerce et les services, car elle était considérée comme indésirable sous le nouveau régime. Hélas, cette économie ne corres-

pondait pas aux attentes des citoyens dont la frustration était de plus en plus élevée. Pour la Grande Pologne, région économiquement développée, avec un ethos de travail fortement ancré, cette période était très difficile. La pénurie de charbon, de pain et d'autres produits était chronique. La région de la Grande Pologne commença à ressentir les effets du sous-financement des secteurs de la santé et de l'éducation.

Il manquait des moyens financiers pour construire de nouveaux logements. Les facteurs précités n'étaient pas favorables aux autorités.

En 1956, le foyer de la révolte a surgi aux anciennes usines Cegielski d'une grande importance pour les Poznaniens, dont le nom fut transformé par les communistes en Industries Métallurgiques Joseph Staline (ZISPO). Bien que leur patron fût mort depuis déjà trois ans, les ouvriers ressentaient toujours les effets de sa politique. Le relèvement continu des quotas ➤

de production suscitait une inquiétude et une frustration auprès des ouvriers. Après plusieurs années, ils parlaient encore de chemises portant des traces de transpiration, car les autorités ont soumis les ouvriers à un travail qui dépassait leurs capacités. Les conditions de vie devenaient de plus en plus difficiles, les gens parlaient de leur fatigue, ils s'inquiétaient de la mauvaise organisation dans les établissements. Ils s'estimaient dupés, car l'impôt sur le revenu était mal calculé. Tels sont les facteurs qui déclenchèrent des protestations de plus en plus fréquentes. Une délégation d'ouvriers des Usines Cegielski fut envoyée à Varsovie pour mener des négociations à la Direction Générale de l'Industrie Métallurgique et au Ministère de l'Industrie Métallurgique pourtant ces tentatives n'apportèrent aucune solution. Les deux parties réessayèrent de se mettre en accord au niveau central le 26 juin. Portés par le mécontentement, les travailleurs de plusieurs établissements de Poznań prirent la décision de faire une grève. L'ambiance de réchauffement politique après la mort de Staline les encouragea à se battre pour leurs droits.

Contre « la bourgeoisie rouge »

Les manifestants de Poznań luttèrent contre « l'exploitation des ouvriers », revendiquèrent du pain, une diminution de prix et de quotas de travail, une augmentation de salaire. Bien que le facteur économique fût essentiel, les gens de toute origine descendirent dans les rues le 28 juin évoquant la démocratie au sens large et s'opposant au régime communiste. Le motif de la liberté dans les revendications devenait plus important d'heure en heure durant la manifestation. Sur un tramway renversé, les manifestants écrivirent « A bas la dictature ! ». Ils proclamèrent : « A bas les communistes ! », « A bas cette liberté ! ». Des revendications précises furent soulevées. Les slogans tels que « Nous exigeons une augmentation de salaire » furent accompagnés de postulats d'élections libres sous contrôle de l'ONU. Les manifestants protestèrent contre la dépendance politique et économique de l'Union Soviétique : « Dehors les Ruskov.



Photo : AIPN

Nous exigeons que la Pologne soit vraiment libre. », « Dehors les Moskals ». Ils s'opposèrent à « la bourgeoisie rouge ». Le cortège de protestation dans les rues poznaniennes clamait ces slogans susmentionnés qui devenaient de plus en plus forts. Les motifs économiques s'accompagnaient de motifs patriotiques et la liberté. Les revendications soulevèrent aussi des problèmes de religion (« Nous exigeons des leçons de religion à l'école. ») et au fil du cortège, l'esprit solennel fut renforcée par des chants patriotiques et religieux.

C'était pour la première fois après la guerre que l'amertume et la colère causées par la situation du pays furent exprimées de manière si nette et si massive. La nature de la manifestation montre aussi que les citoyens surmontèrent la peur « d'un bras du parti socialiste » omniprésent sous forme d'appareil de sécurité. Cette fois-ci, personne n'arriva pas à interrompre la réaction découlant du mécontentement et du désespoir de la population. Le chemin du cortège passait par les centres de pouvoir. Les habitants de Poznań s'y rendirent pour exposer leurs réclamations rassemblant toutes les émo-

tions d'amertume, de fatigue, de colère et de volonté de lutter pour leurs droits. Le matin du 28 juin 1956, ils partirent à pied des usines Joseph Staline dans la direction du centre-ville où était situé le Presidium du Conseil municipal d'État et le Comité de voïvodie du POUP (Parti ouvrier unifié polonais). La majorité des fonctionnaires de ces organismes s'échappèrent, mais les manifestants réussirent à parler à certains d'entre eux. Pourtant, cela n'apaisa pas les manifestants dont les sentiments devenaient de plus en plus radicaux. La place Mickiewiczza et les rues voisines se remplissaient de gens. Les travailleurs de l'Atelier d'entretien du matériel roulant (ZNTK), de l'Usine d'appareils mécaniques de Grande Pologne (Wiepofama), des Usines d'industrie vestimentaire *Commune de Paris* quittèrent leurs postes de travail. Les travailleurs de la Société de transport urbain de Poznań, y compris les conductrices de tramway visibles sur les photos, eux aussi, prirent part à la manifestation.

Les imprimeurs des Usines graphiques Kasprzak et des travailleurs de l'Usine des machines agricoles de



Photo: AIPN

► La majorité des slogans visibles sur les banderoles tenues par les manifestants concernaient les problèmes économiques.

Photo: AIPN



Poznań s'y joignirent aussi. Bientôt, une foule de quelques milliers de manifestants se composait non seulement d'ouvriers poznaïens, mais aussi de gens de milieux et de métiers différents, d'adolescents et d'enfants.

Du sang dans les rues

Inaccessible jusque là et entouré de peur, le bâtiment du Comité de voïvodie du POUP fut envahi par les manifestants. Ils y plantèrent les slogans « Du pain ! » et « Liberté ! », pénétrèrent le bureau. Par la même, ils dévoilèrent les profits que tirèrent les agents du parti socialiste, car ils avaient à leur disposition les produits inaccessibles au marché à cette époque-là. L'absence d'espoir de satisfaire aux revendications, de longues attentes pour pouvoir mener des entretiens avec les autorités et des rumeurs selon lesquelles des membres de la délégation qui fut allée négocier auraient été arrêtés, telles furent les raisons pour lesquels les manifestants se dirigèrent aussi dans d'autres endroits de la ville. Une partie de manifestants se dirigea vers la rue Młyńska pour libérer les délégués qui étaient censés être rete-

nus. Ils s'emparèrent de la prison de la rue Młyńska, brûlèrent les actes et libèrent les prisonniers. Le fait le plus important – pour la première et dernière fois sous le régime de la PRL (la République Populaire de Pologne), les manifestants s'emparèrent de l'armurerie de la prison. Ils occupèrent aussi le siège du Commissariat de voïvodie de la Milice Civique dans le bâtiment de Collegium Iuridicum. En quête d'autres manifestants, la foule se rendit après rue Kochanowskiego. C'est dans cette rue que se trouvait le Bureau régional de la sécurité publique, l'organisme frappant la société d'horreur. Continuant leur cortège, passant à côté du bâtiment de la Sécurité Sociale rue Dąbrowskiego, ils firent tomber et abîmèrent les machines permettant de brouiller les stations de radio occidentales. Et tout cela sous les cris clamant contre la censure : « Nous voulons la liberté. », « Nous voulons écouter la voix étrangère non brouillée ».

Rue Kochanowskiego, éclatèrent les premiers coups de feu, tirés depuis les fenêtres du bâtiment assiégé par les insurgés. Des luttes s'éclatèrent et la société rebelle fut étouffée par les troupes

militaires et les chars. Les fonctionnaires de la Sécurité d'État considèrent tous ceux

qui étaient dans les rues comme ennemis même les adolescents et les enfants. Romek Strzałkowski, tué par balle à l'âge de treize ans, en devint une victime symbolique lors du Soulèvement de Poznań en juin 1956. Du côté des manifestants, au moins 50 personnes périrent atteintes de balles, dont 15 adolescents. Lors du procès devant le tribunal, Stanisław Hejnowski, l'avocat des personnes condamnées pour avoir participé au Soulèvement, osa espérer que « le sang des victimes n'eut pas été versé en vain ». Un symbole qui toucha l'opinion mondiale, fut un drapeau polonais taché de sang, tenu

par des manifestants sur le territoire de la Foire Internationale de Poznań et pérennisé par les journalistes étrangers. Bien que les insurgés fussent sortis de la ville – ils désarmèrent les commissariats de milice dans d'autres villes – le 29 juin, les autorités maîtrisèrent la situation. La ville de Poznań fut coupée du reste du pays les arrestations des insurgés étaient en cours.

Pendant des années, la ville porta l'empreinte lui étant attribuée par les autorités communistes. Une menace effrayante de Józef Cyrankiewicz, le premier ministre, resta dans la mémoire des Polonais : ceux « qui ont levé la main sur le gouvernement populaire doivent savoir que cette main leur sera coupée. » Mais les Polonais eurent aussi dans leur mémoire les habitants de cette « ville blessée » qui osèrent mener une lutte dangeureuse pour leurs droits dans ces temps difficiles. •

Marta Szczesiak-Ślusarek – responsable du Département d'éducation historique au sein du Bureau territorial d'éducation publique de l'Institut de la Mémoire Nationale de Poznań. Elle est chargée de formations adressées aux enseignants d'histoire récente. Elle s'occupe entre autres de l'histoire de l'holocauste, des soldats polonais clandestins luttant pour l'indépendance et des relations polono-ukrainiennes dans les années 1939 – 1947.

LE PRIX DU COURAGE

Dans les archives de l'Institut de la Mémoire Nationale de Poznań quelques dizaines de dossiers des femmes arrêtées pour leur participation dans la révolte dite *Juin de Poznań* ont été sauvées. Parmi ces dossiers, les informations concernant les contrôleuses de la Société de Transport urbain : Stanisława Sobańska, Helena Przybytek et Maria Kapturska, méritent notre attention.

Maria Kapturska, Helena Przybytek, Stanisława Sobańska

dr Katarzyna Florczyk

Le jeudi 28 juin 1956, plus tard appelé « le jeudi noir », Stanisława Sobańska, âgée de dix-huit ans, et Helena Przybytek, âgée de vingt ans, commencèrent le travail, comme chaque jour, très tôt le matin. A la suite de l'appel lancé par les ouvriers à soutenir la grève, les tramways s'arrêtèrent. Les femmes rejoignirent les grévistes et se rendirent au centre-ville. C'est la raison pour laquelle sur les photos documentant les événements elles portent des habits de service. Elles furent accompa-

gnées de Maria Kapturska âgée de vingt ans qui, plusieurs mois auparavant, travaillait, elle aussi, dans la Société de Transport urbain comme contrôleuse.

Les femmes ne luttaient pas dans les rues de Poznań les armes à la main. Cependant, leur participation à la grève s'est inscrite considérablement dans la conscience des habitants. Ce sont justement ces trois contrôleuses qui marchaient dans les rues à la tête du cortège des ouvriers avec le drapeau national. Marchant vers

SOULEVEMENT
1956
DE POZNAŃ

► Les contrôleuses Stanisława Sobańska et Helena Przybytek marchent dans le cortège habillées en leurs uniformes, les calots à la tête et les sacs de contrôleuse passés en bandoulière.

le siège du Bureau régional de la sécurité publique situé rue Kochanowskiego, Przybyłek tenait dans la main le drapeau sur hampe tandis que Sobańska l'angle du second drapeau sans hampe. Avant de s'arrêter en face du bâtiment de la Sécurité de l'État (UB), les femmes passèrent trois fois dans la rue chantant l'hymne national. Des manifestants de plus en plus nombreux affluaient dans la rue Kochanowskiego. Ce fait encouragea peut-être Helena Przybyłek à crier aux personnes des fenêtres du Bureau : « Allez, tire un coup de fusil vers moi ! ». Afin de dissiper les manifestants, les fonctionnaires dirigèrent vers eux un fort jet d'eau des tuyaux de pompe à incendie. Ceci provoqua une réaction contraire à l'intention : les manifestants répondirent en lançant vers le bâtiment haï des pierres arrachées au pavé.

Les autorités tirent sur les ouvriers

Les coups partirent des fenêtres du Bureau vers 11 heures. Le fait que les premières balles touchèrent ces femmes sans armes est devenu symbolique. Przybyłek fut blessée aux jambes et tomba. Le drapeau qu'elle portait fut taché de sang. Plus tard, pendant l'enquête elle déclara que c'était une femme qui tira vers elle : « En même temps j'ai regardé plus haut, vers une des fenêtres du Bureau de la Sécurité. Une femme a regardé de cette fenêtre et a tiré vers moi en me blessant aux jambes. Il était 11 heures ou quelques minutes après ». La contrôleuse fut transportée à l'hôpital et opérée plusieurs fois. Sobańska fut blessée elle aussi mais pas gravement. Après l'avoir pansée on signa sa sortie à la maison. Les deux femmes se souviennent de la présence de Kapturska pendant leur marche devant le siège de l'UB. Celle-ci se retira au moment des premiers tirs. L'écrivain et critique littéraire connu de Poznań, Egon Naganowski, témoin oculaire des événements, dans sa déposition en justice décrivit les premiers tirs de la façon suivante : « Cela avait lieu vers midi. Sur le moment j'ai aperçu

que la foule formait devant le siège du Bureau de la Sécurité un demi-cercle. On a entendu plusieurs cris. Devant le bâtiment se sont arrêtées trois employées de tramway avec un drapeau polonais. J'ai observé justement ce moment où elles étaient debout et la série des premiers tirs est partie du Bureau de la Sécurité. Il n'y a aucun doute que les tirs ont commencé là-bas. A un certain moment le drapeau a été éfiloché. Cela avait une influence psychologique sur la foule. A ce moment-là l'une des employées de tramway s'est effondrée. Sans doute elle a été blessée.



Photo : AIPN

► Stanisława Sobańska. Les photos prises par des agents mêlés à la foule ont servi plus tard à identifier les participants de la protestation les plus actifs.

Une autre l'a conduite vers la haie, s'est adossée contre celle-ci et s'est effondrée, elle aussi. La troisième est restée toute seule mais plus tard elle s'est retirée ». Les coups tirés vers les femmes non armées tenant le drapeau national eurent une influence sur la foule : l'hostilité contre l'UB changea en haine et envie de vengeance. L'avocat plaidant dans les procès de Poznań, maître Michał Grzegorzewicz, pendant le procès en octobre 1956 dit que cet événement « a joué le rôle de l'essence versée sur le feu de camp. La flamme du ressentiment a jailli vers le haut et l'incendie a repris ».

Une fois la fusillade rue Kochanowskiego finie, Maria Kapturska continua

à participer à la manifestation. Son habit se distinguait alors par des couleurs vives ce qui aida plus tard son identification et sa détention. Un des témoins déposa : « A la tête de ce groupe j'ai vu trois femmes : la première était en habit de service, la deuxième plus âgée et la troisième en pull rouge et jupe bleu marine. Elles tenaient le drapeau blanc et rouge trempé dans du sang et chantaient l'hymne national *La Pologne n'a pas encore péri* ».

Afin de rétablir l'ordre dans la ville révoltée, les autorités décidèrent de faire sortir dans les rues l'armée et les chars. Kapturska profita de sa connaissance pour manœuvrer les tramways en arrêtant l'un d'eux. Il fut renversé et servi aux manifestants de barricade. Avec d'autres manifestants elle tenta de s'emparer d'un véhicule militaire. Vers 15h30 avec le drapeau blanc et rouge déchiré et ensanglanté, elle grimpa sur le char placé dans la rue Roosevelt, près du croisement avec la rue Dąbrowskiego. « La femme tenait dans la main le drapeau cité plus tôt. Ils se sont placés sur la cloche supérieure formant ce

qui s'appelle la pyramide. Quelques instants plus tard j'ai vu ce char saisi par des civils se mettre en marche après quoi il s'est arrêté de nouveau. Pendant ce temps-là, ce groupe de gens, y compris cette femme, a de nouveau grimpé sur le char en question ».

Les répercussions du jeudi noir

Kapturska fut arrêtée le 1er juillet 1956. On l'accusa « d'avoir participé au rassemblement public le 28 juin 1956 à Poznań qui, unissant leurs forces, barra le chemin au croisement des rues Roosevelta et Dąbrowskiego avec des rames de tramways immobilisées ainsi que d'inciter le personnel de chars à ne pas exécuter leurs devoirs ». Après la dé-

M N O P R S		mandatariusz	
ALCENIE		pracownik	
y powiat.		REFERENCJE:	
iada		Referencji o mnie udzielił	
io Nr dypl. nie		(nazwisko i adres)	
ch w mowie nie		Pierzgałski	
mie nie		Poznań-Zurawia 21	
awołu		Hałyniak Leon	
onanktorka		Poznań	
UZBY WOJSKOWEJ		prac. M.P.K.	
sku?		PRZEBIEG PRACY ZAWODOWEJ	
z.		Gdzie, kiedy, instytucje, stanowisko:	
kiedy? -4		Do 1959 r.	
n		przy rożnicach	
sciowej - partyzantce.			

► Stanisława Sobańska (1938–2012)

tention, la femme fut interrogée plusieurs fois par des agents de milice. Elle fut battue brutalement. Dans ses souvenirs elle souligna qu'au commissariat elle fut traitée plus brutalement que dans la prison : « Mon Dieu, comme ils m'ont torturée. Ils montraient des photos. Ils voulaient que je reconnaisse mes torts. J'étais torturée au point qu'on ne pouvait pas me recon-

naître. Ils ont constaté alors en riant que celle sur la photo ce n'était sans doute pas Maria Kapturska ». On se comportait de la même façon avec plusieurs participants des événements de Poznań. C'étaient aussi bien les agents de l'UB que de la MO qui avaient recours à la violence envers les suspects. Finalement l'enquête contre Maria Kapturska

fut close en octobre 1956 dans la vague du dégel. Même si le parquet de Poznań mena une enquête en sa faveur et qu'on constata qu'au commissariat il y eut lieu des pratiques inadmissibles, les agents de milice ne furent jamais punis. Le Parquet général ne donna droit à la plainte de la femme, prenant en considération entre autres l'ancienneté des agents et leur service irréprochable. Dans la justification on écrivit, il fut écrit que puisque les autorités renoncèrent à poursuivre les manifestants, elles ne pouvaient pas appliquer une autre mesure, plus rigoureuse envers les miliciens. A la suite des coups reçus, Kapturska tomba malade déjà dans la prison. Libérée, elle continuait à souffrir de fortes douleurs. Elle fut reconnue lourdement handicapée.

Pour cause de blessures, Helena Przybyłek fut hospitalisée jusqu'en novembre et plus tard, à plusieurs reprises, interrogée par des agents des organes de la sécurité. On l'accusait

► Demande d'emploi de Helena Przybyłek (1936–1993)

Poznań dnia 22.3.1956 r. (3)

Lyaorjys.

Ja Helena Przybyłek urodzona dnia 28.5.1936 r.

Poznań dnia 22.3.1956 r. (2)

Podaniu

Proszę o przyjęcie mnie do pracy ponieważ mam bardzo ciężkie warunki do pracy zapraszając mnie i na ul. Chorwicka 151 m 12.

Przybyłek Helena
Poznań

Dot. osól 4. l. 59644/ul. Chorwicka 151 m 12.
R. P. M. O. Wronki

ul. Chorwicka 151 m 12.

„BIAŁY WYŚWIETLAK”
dnia 11.7.1956 r.

POSTANOWIENIE
o przedostawieniu materiałów

Poznań, dnia 11 lipca 1956 r.

Oficer śledczy Komisariatu do Spraw Emigracji i Kierownictwa Publicznego w Poznaniu mjr. Sajoć Józef impatrywny materiały w sprawie:

SOBAŃSKIEJ STANISŁAWY o. Antoniego i Stanisławy od. Miłogalskiej nr. 18. II. 1956 r. w Poznaniu pow. Poznań, obywat. III., narodowości polskiej, pochodzenia robotniczego, pracy, nie karanej ze złow., mas. w Poznaniu przy ul. Grudzińskiego Nr. 54/58

ustalił, że :

Sobańska Stanisława w dniu 28 czerwca 1956 r. w Poznaniu brała udział w manifestacji w czasie której wznosiła pochodnię w okolicy Poznania kilkakrotnie na czele tłumu manifestantów przemarszowała przed gmachem Urzędu Bezpieczeństwa.

W związku powyższym, na podstawie art. 237 § 1 K.P.K.

postanowił :

1. Usadzić czynny powyższe jako kwalifikujące się z art. 165 K.P.K.
2. Postanowienie niniejsze ogłosić podjętym Sobańskiej Stanisławy
3. Odpis niniejszego postanowienia skierować do Prokuratury Wojewódzkiej w Poznaniu.

Oficer w. p. (Sajoć Józef mjr.)
Stanisława Sobanska

Postanowienie powyższe zostało mi ogłoszone dnia 11.7.1956 r.

Zatwierdza.

Naczelnik Wydz. III-go.

Data. 11.7.1956 r.

POSTANOWIENIE
o założeniu sprawy agentury

WYWIADY W SPRAWIE WYWIADU
WYWIADU WYWIADU

30.7.1956

PREZYDENT
określony
narodowości
nie
cywilny
nie

Wymieniona jest podejrzała osoba, która w czasie przebywania w Szpitalu im. Pawłowa. Powyższe dane pochodzą z wywiadu z wywiadem Praybyłek brała udział w akcji na gmach Urzędu i ona Praybyłek brała udział w akcji na gmach Urzędu. Z wywiadem dotyczącym Praybyłek podaje w zeznaniu że widziała w izolacji "Zenon" który jest pracownikiem przy M.P.K. Ob. Łączek. W toku dotychczasowego wywiadu "Zenona" jest faktycznie wywiadem z Łączek Zofią która wchodzi w materiały Sekcji IV. Został aresztowany ze udziałem w podobnie również brał udział w tym kierunku śledczych prac. W związku z powyższymi podjęto sprawę w ramach której wydział

VICTIMES DU SOULEVEMENT DE POZNAŃ

Lukasz Jastrzab

La grève des ouvriers de Poznań le 28 juin 1956 eut une cause purement économique. Mécontents des conditions de travail, des quotas exorbitants ainsi que de la situation sociale, de logement et d'approvisionnement déplorables, les travailleurs des usines de Poznań sortirent dans les rues et formèrent un cortège de plusieurs milliers de personnes qui finit par une manifestation en centre-ville. Les autorités d'alors au début ignorèrent la situation et dans la matinée ne prirent aucune décision. L'assemblée échappa au contrôle : après être entrés de force dans la prison, les manifestants s'emparèrent des armes et le centre des événements se déplaça vers le bâtiment du Bureau de la Sécurité. A partir de ce moment-là, la manifestation pacifique changea en une émeute armée. Pour l'étouffer on fit venir à Poznań deux divisions blindées et deux divisions d'infanterie. Aux premières heures de l'après-midi tout était pratiquement fini, mais le bilan des victimes était tragique. 57 personnes périrent sur place ou à la suite des blessures. Parmi les victimes il y eut 49 civils, 4 militaires, 3 fonctionnaires du Bureau de la Sécurité et un milicien. Plus de 80 % des victimes mortelles ne participaient pas aux émeutes activement – leur mort fut fortuite, causée entre autres par la fusillade désordonnée dans laquelle participèrent égale-

ment des civils. Le nombre de blessés ne dépassa sans doute pas 650 personnes (probablement ils n'étaient pas plus nombreux que 500), quoique la délimitation la plus récente du service des enquêtes de l'IPN montre qu'on est sûr de 239 blessés. Cette divergence provient du fait que l'enquête n'est pas encore finie et à l'étape actuelle on a déterminé 239 cas de blessés. Le nombre de 500 est hypothétique, déterminé par l'auteur de ce texte qui s'est basé sur des recherches scientifiques à partir de sources. Le service des enquêtes dispose d'autres outils permettant de vérifier les délimitations scientifiques.

Parmi les tués il n'y eut que des hommes. La victime la plus jeune avait 13 ans, la plus âgée 57. 15 victimes, c'étaient des enfants et des adolescents de moins de 18 ans. Chez 24 personnes il ne fut pas été possible de déterminer l'appartenance à un parti, 21 n'étaient membres d'aucun parti, 7 étaient membres de l'Union de la Jeunesse Polonaise et 5 du Parti Ouvrier Polonais Unifié. Il y eut aussi un membre de la Réserve de Volontaires auprès de la Milice Civique.

En ce qui concerne la répartition professionnelle, parmi les morts les ouvriers étaient le plus nombreux : 31, dont deux apprentis. Il y eut 14 étudiants de tous les niveaux d'études, parmi eux 6 élèves

des écoles secondaires (professionnelles et techniques), 2 étudiants travaillant en même temps, 2 étudiants de week-end (travaillant eux aussi), un élève de l'école primaire, un étudiant de l'école militaire, un bachelier frais émoulu et un diplômé d'une école supérieure. A part cela parmi les victimes il y eut 4 travailleurs intellectuels, 3 agents du Bureau de la Sécurité, 2 artisans, un milicien, un officier de l'armée et un agriculteur. En tout 38 personnes étaient travailleurs manuels et 19 – intellectuels (y compris les étudiants).

Maître Gerard Kujanek, défenseur dans les procès poznańiens, pendant le procès dit « de trois accusés », le 4 octobre dit : « Les victimes des événements de Poznań se divisent entre celles qui ont été enterrées dans la gloire, avec la participation des représentants des autorités de la République Populaire de Pologne au cimetière des héros et celles qui ont péri, qu'on a enterrées en cachette, modestement, sans souligner le tragique de leur mort. Mais dans l'au-delà, devant le Tribunal Suprême, elles se trouvent dans le même rang, liées par la même étreinte ». •

Dr Lukasz Jastrzab – historien, menant la recherche sur Soulèvement de Poznań 1956, auteur de plus d'une dizaine de livres (entre autres sur les victimes de Juin '56) et de quelques dizaines d'articles scientifiques et de commentaires.

La liste de victimes de juin 1956

N°	Nom et prénom	Âge	Cause de décès
1	Bentke Roman	18	blessure par arme à feu du crâne et du cerveau
2	Błazejak Henryk	16	blessure par arme à feu de la cuisse et du tibia
3	Boroń Sylwester	25	blessure par arme à feu dans la région de la clavicule droite
4	Braun Zdzisław	26	blessure par arme à feu de la cage thoracique
5	Cieślak Walenty	20	blessure par arme à feu dans la moitié droite de la cage thoracique
6	Czekaj Jakub	21	blessure par arme à feu du ventre (soldat du KBW)
7	Dąbrowicz Michał	23	blessure par arme à feu de la tête
8	Dutkiewicz Kazimierz	17	blessure par arme à feu de la tête, plaie par arme à feu craniocérébrale
9	Falasa Bronisław	22	blessure par arme à feu (soldat du WP)
10	Ficek Ryszard	21	blessure par arme à feu, plaie par déchirure de l'épaule, blessure par arme à feu de la rotule (soldat du WP)
11	Franke Tadeusz	31	blessure par arme à feu
12	Frankowski Bogdan	22	blessure par arme à feu de la tête (agent de l'UB)
13	Gliński Andrzej	15	blessure par arme à feu de la face et du crâne
14	Graja Kazimierz	31	blessure par arme à feu de la tête (agent de l'UB)
15	Grześkowiak Henryk	24	blessure par arme à feu
16	Hoppe Andrzej	18	blessure par arme à feu de la cage thoracique gauche
17	Izdebny Zygmunt	26	coups (agent de l'UB)
18	Jackowski Czesław	41	fracture par arme à feu du bassin, abcès du poumon gauche
19	Janczewski Zbigniew	20	blessure par arme à feu de la région de l'omoplate gauche
20	Jankowiak Jerzy	16	blessure par arme à feu craniocérébrale
21	Jankowski Roman	43	blessure par arme à feu de la poitrine, hémorragie
22	Joachimiak Zbigniew	28	blessure par arme à feu de la poitrine
23	Kaczmarek Władysław	26	blessure par arme à feu de la tête
24	Kapitan Seweryn	18	blessure par arme à feu de la tête, plaie par arme à feu craniocérébrale
25	Kliche Zenon	17	blessure par arme à feu
26	Klój Leon	16	écrasé par un char
27	Kłós Czesław	46	blessure par arme à feu à la poitrine
28	Kołodon Stanisław	24	blessure par arme à feu de la tête, lésion (échappement) de tissu cervical
29	Kowalczyk Jan	39	blessure par arme à feu de la poitrine
30	Krystek Franciszek	31	état après le traumatisme de la colonne vertébrale avec lésion de la moelle épinière; paralysie des membres inférieurs (agent de la MO)
31	Kubiak Marian	19	blessure par arme à feu du ventre (échappement des intestins), blessure par arme à feu des environs du coude, nombreuses blessures des intestins
32	Kuźnicki Wiesław	16	blessure par arme à feu au coeur
33	Lipski Franciszek	53	blessure par arme à feu du ventre
34	Makowski Roman	28	blessure par arme à feu
35	Matwiejczuk Mikołaj	25	blessure par arme à feu
36	Milanowski Czesław	26	blessures par arme à feu du ventre, lésion du foie et du gros intestin
37	Niemczewski Feliks	45	blessure par arme à feu du ventre
38	Niemczyk Jan	49	blessure par arme à feu du ventre
39	Nowak Bogdan	19	fracture par arme à feu de la cuisse gauche
40	Nowicki Henryk	15	blessure par arme à feu
41	Ochocki Leon	45	blessure par arme à feu de la cage thoracique gauche
42	Piskorski Zdzisław	58	blessure par arme à feu de la cage thoracique et de l'avant-bras, blessure par arme à feu du médias-tin
43	Porolniczak Józef	28	blessure par arme à feu de la cage thoracique, rupture de l'aorte, blessure par arme à feu de la cage thoracique
44	Przybylski Jerzy	29	blessure par arme à feu
45	Pudys Józef	25	blessure par arme à feu du ventre, lésion de la rate
46	Raś Leszek	26	blessure par arme à feu du tibia gauche
47	Rau Alfred	16	blessure par arme à feu du crâne
48	Sępkowski Marian	28	blessure par arme à feu de la tête (soldat du WP)
49	Sikora Ireneusz	16	blessure par arme à feu craniocérébrale
50	Sobalak Marian	32	blessure par arme à feu de la cage thoracique gauche et des environs des lombes droits
51	Strzałkowski Roman	13	blessure par arme à feu de la cage thoracique gauche
52	Toma Wacław	29	plaie par arme à feu craniocérébrale
53	Wasylik Paweł	47	blessure par arme à feu de la tête
54	Wieczorek Kazimierz	25	blessure perçante du crâne
55	Witkiewicz Jan	35	blessure par arme à feu de la tête et de la cage thoracique
56	Wojewódzki Feliks	18	blessure par arme à feu du ventre
57	Wysocki Mieczysław	24	deux blessures par arme à feu de la cage thoracique

L'ENQUÊTE EST EN COURS...

Interview avec Miroslaw Sławeta, procureur de la Commission régionale poznanienne pour la poursuite des crimes contre la nation polonaise à l'Institut de la Mémoire Nationale (IPN). Il mène une enquête dont l'objet est d'examiner les actes criminels commis par des agents de milice à l'époque de l'État communiste lors des événements du Soulèvement de Poznań en juin 1956. Par dr Agnieszka Łuczak.

■ Le Soulèvement de Poznań en juin 1956 fait l'objet d'une enquête menée par l'Institut de la Mémoire Nationale (IPN) depuis 15 ans. Avant (de 1991 à 1999), l'enquête a été menée par la Commission d'arrondissement pour la poursuite des crimes contre la nation polonaise. C'est la plus grande enquête sur laquelle s'est penchée la Commission de Poznań, en outre menée par un seul procureur. Quel en est l'objet ?

L'enquête a pour objectif d'étudier les événements survenus dans le contexte des délits commis par des agents de mi-

lice de l'État communiste. J'examine les circonstances de la révolte poznanienne et l'ampleur des répressions à l'encontre de ses participants. Le langage juridique le définit comme une constatation des actes délictueux commis par les forces de milice de l'État communiste. J'ai ras-

► Les manifestants à la place Staline. Les drapeaux nationaux flottant au-dessus de la foule plantés à l'occasion d'une Foire Internationale de Poznań.



Photo : Jan Kozłowiecki



Mirosław Staweta (né en 1964) – ancien étudiant de la Faculté de droit de l'Université Adam Mickiewicz de Poznań. A partir de 1991, il a occupé le poste de procureur au Parquet d'arrondissement de Poznań Grunwald où il mena entre autres l'enquête et après, il a été accusateur dans l'affaire concernant l'assassinat de la fille de la chanteuse Eleni. De 1997 à 2001, il fut procureur du Département de surveillance de la phase préalable au procès au Parquet régional et après au Parquet d'arrondissement de Poznań. A partir de 2001, il fut chargé de la fonction de Procureur à la Commission régionale de Poznań pour la poursuite des crimes contre la nation polonaise.

semblé des preuves se rapportant aux morts, blessés, détenus, arrêtés battus après être retenus et lors des interrogatoires. Au total, 1400 ont subi des préjudices, dont 50 personnes civiles mortes et 239 blessées, 1113 personnes arrêtées et détenues.

■ **Lors de l'enquête, les informations sur les victimes mortelles ont été minutieusement vérifiées – il y avait des rumeurs sur les soldats fusillés pour avoir refusé de tirer sur les participants de la révolte...**

En premier, j'ai consulté des archives et des publications pour vérifier les informa-



Photo : AIPN

► Enquêtes menées en septembre 2006 aux environs de la ville de Biedrusko.

tions sur les victimes mortelles. J'ai analysé de nombreux documents, interrogé les familles, des amis et des témoins de leur mort. Les analyses montrent que les listes de victimes comprennent aussi les morts naturelles (p.ex. : Stanisław B. mort d'urémie le 30 juillet 1956) et les suicidés (Kazimierz S., blessé lors des événements du Soulèvement de Poznań, mort le 15 décembre 1959). J'ai également étudié les informations

concernant les personnes qui seraient décédées lors des événements de juin 1956 ou suite à ceux-ci mais dont les noms ne figurent pas sur les listes de morts – dans la majorité des cas, il s'agit des soldats. Après la vérification, il s'est avéré qu'en majorité, ils auraient perdu la vie suite aux événements (souvent forcés) ayant lieu hors Poznań et n'ayant rien à voir avec les événements de juin 1956. Au total, j'ai étudié 88 cas de mort. J'ai définitivement admis que les événements de juin 1956 de Poznań avaient entraîné 58 morts. Des exhumations se sont opérées et des enquêtes ont été menées à Leszków près de Piła (au cimetière militaire soviétique et polonais de 1945) et dans la forêt de Biedrusko. Néanmoins, elles n'ont pas défendu les hypothèses - venant des témoignages - sur les tombes de victimes des événements de juin 1956 inconnues jusqu'à présent. Il s'agit surtout des soldats qui ont refusé d'ouvrir le feu sur les manifestants. J'ai aussi achevé l'étude du sujet concernant la répression envers les soldats qui ont refusé d'obéir aux ordres d'étouffer les événements ou encore qui ont fraternisé avec les manifestants. Il s'est avéré qu'aucun d'eux n'avait été sanctionné juridiquement pour cette attitude.

■ **Etes-vous arrivé à expliquer les circonstances de la mort de Romek Strzałkowski – personnage symbolique du Soulèvement de Poznań ?**

J'ai étudié plus d'une dizaine de versions de sa mort. Il est très probable qu'il ait reçu une balle mortelle vers 15h00 sur le ►



Photo : AIPN

PROCÈS MENÉS APRÈS DES ANNÉES

Initialement, les juges d'instruction ont préparé 51 procès dans lesquels 135 personnes devaient être placées sur le banc des accusés. Finalement, trois procès ont eu lieu au cours desquels ceux dont la culpabilité était indiscutable et facile à prouver devaient être jugés. Ces procès étaient connus sous le nom de procès « de trois accusés », « de neuf accusés » et « de dix accusés ». Le procès de « neuf accusés » a accusé Messieurs Zenon Urbanek, Józef Pocztowy, Stanisław Jaworek, Ludwik Wierzbicki, Łukasz Piotrowski, Stanisław Kaufmann, Leon Olejniczak, Janusz Biegański et Jan Suwart. Les quatre premiers ont été accusés pour avoir commis « avec d'autres coupables, un attentat à l'encontre d'agents de milice du Bureau de sécurité (BP) demeurant dans le bâtiment du Bureau régional de la sécurité publique ». Contre les autres ont été portées des accusations pour avoir aidé dans « l'attentat violent contre les agents de milice du Bureau de sécurité ». En outre, l'affaire d'assassinat de Roman Strzałkowski et de deux autres garçons a été jointe à l'acte d'accusation bien que les preuves recueillies lors de l'enquête ne soient pas suffisantes pour exposer les accusations à l'encontre des accusés.

terrain des garages du Bureau de la Sécurité d'État (UB) et plus précisément, dans **le bâtiment nommé un dispatching** ou encore dans sa proximité la plus proche.

Pourtant, il est impossible d'affirmer avec certitude s'il est mort suite à un tir intentionnel ou fortuit. Feu Teresa S., nommée dans les écrits Teofila Kowal, a été la clé de cette triste énigme. Elle devait savoir ce qui avait causé sa mort mais, pour des raisons inconnues, elle n'a jamais révélé la vérité. L'inspection visuelle de la chemise que Strzałkowski portait au moment du tir montre que le tireur était planté plus bas que Romek, à droite de lui (d'après la trajectoire de la balle). Cette observation a abouti à exclure la version officielle – imposée entre autres par la requérante dans « l'affaire de neuf accusés » – selon laquelle Romek aurait été touché par une balle venant des manifestants qui tiraient sur les environs de la rue Kochanowskiego depuis le bâtiment de la Sécurité sociale.

■ **L'histoire de chacune des victimes constitue une tragédie en soi – tragédie personnelle et celle de ses proches. Et de ses proches. Y a-t-il une histoire qui se distingue d'une manière particulière ?**

Nous pouvons citer une histoire tragique de trois frères dont l'un, emprisonné, a été libéré par les manifestants, le deuxième a participé aux luttes et le troisième, un soldat du service militaire, a participé aux actions anti-émeute. Zdzisław B. de vingt-six ans a été libéré par les manifestants qui ont pris d'assaut la prison de la rue Młyńska et ont ouvert ses portes. Après être resté quelque temps à la maison, il s'est rendu en ville où « la révolution se passait », selon lui. Tout tend à montrer qu'il y a participé. Il est mort le même jour suite à un tir dans des circonstances inconnues. Les autorités se sont tellement hâtées d'en-



► Roman Strzałkowski, la plus jeune victime du Soulèvement de Poznań.

lever son corps qu'initialement, il a été enterré non identifié. Ce n'est qu'après plus de deux semaines, suite à une exhumation, il a été établi qu'il s'agissait de Zdzisław B. Au moment de sa sortie de la prison, Henryk, son frère cadet, après avoir arrêté son travail, s'est rendu par curiosité aux environs du Bureau régional de la sécurité publique. Quand il y est arrivé, la fusillade avait déjà éclaté. Il a rejoint les personnes qui tiraient sur le bâtiment du Bureau et là, il passait les munitions. Il a réussi à échapper à une détention et est retourné à la maison. Le destin de Ryszard, le troisième frère, était complètement différent. L'unité militaire où il faisait son service militaire a été envoyée à étouffer la révolte. Ryszard B. était canonnier de l'un des chars. Lui non plus, il n'a pas été blessé pendant les luttes.

■ **Les participants de la manifestation sont entrés à la Foire Internationale de Poznań. Existe-t-il des informations sur**

les étrangers dans le contexte du Soulèvement de Poznań ?

Lors de l'enquête, j'ai clarifié le sujet « d'un Israélien blessé », décrit dans des articles du journal « Głos Wielkopolski » (« La Voix de la Grande Pologne »). Comme cela a été établi, la personne enregistrée le 28 juin 1956 à l'hôpital Raszejka de Poznań comme patient étranger, puis nommée « un Israélien » dans une lettre de l'hôpital adressée au Bureau régional de la sécurité publique, c'était un citoyen polonais Zdzisław C., admis sans conscience, dont l'identité n'a été établie qu'à l'hôpital de la rue Przybyszewskiego où il a été transféré le même jour. L'erreur est due au fait qu'il n'avait aucune pièce d'identité sur lui. En outre, il a été gravement blessé à la tête et il prononçait, en bredouillant, des mots étrangers. Après un long traitement et une longue réadaptation, il a continué son travail de scientifique à l'une des universités de Poznań. Il est mort en 1992. Jusqu'à présent, nous n'avons connaissance que d'un étranger fusillé lors des événements du Soulève-





Photo : AIPN



Photo : AIPN

► Les traces de luttes sur le bâtiment du Bureau régional de la sécurité publique.

ment de Poznań- il s'agit de Witan N., un citoyen de Bulgarie, résident permanent en Pologne.

■ **Est-il possible d'établir les noms des agents du Bureau de la Sécurité d'État qui étaient dans le bâtiment du Bureau**

rue Kochanowskiego et qui auraient tiré sur les ouvriers manifestants ?

Je continue à établir l'effectif complet des agents de milice et du personnel civil du Bureau régional de la sécurité publique et du Bureau de district de sécurité publique de Poznań du 28 juin 1956. Il est très étonnant que formellement, à cette époque-là, environ 700 personnes occupassent les postes dans cet organisme. Dans les jours suivant les événements décrits, au moins 186 agents de la Sécurité d'État de niveaux différents de toute la Pologne ont été détachés à Poznań. Ils avaient pour mission d'aider les agents de Poznań à poursuivre, arrêter et interroger les protestataires.

■ **Quelle difficultés sont-elles survenues lors de l'enquête de seize ans ?**

L'enquête est d'autant plus difficile que les anciens agents de l'appareil de répression induisait intentionnellement le Procureur de l'Institut de la Mémoire Nationale (IPN) en erreur et ils faisaient de fausses dépositions. Konstancy A., un des agents de cette époque, a constamment démenti avoir lutté contre les manifestants dans le bâtiment du Bureau de la Sécurité d'État rue Kochanowskiego. Il a fait l'objet d'une condamnation définitive (condamné à une amende pour avoir fait de fausses dépositions et dissimulé la vérité). Jusqu'à présent, environ 1400 témoins ont été interrogés, l'analyse et le traitement juridique des documents d'archives demandant aussi beaucoup de temps. Pour illustrer l'étendue des travaux exécutés, il convient d'affirmer que jusqu'à présent, on a administré des preuves à partir de plus de 200 volumes de dossiers personnels communs et individuels des anciens agents de l'état communiste ainsi que de plus de 220 volumes d'autres documents d'archives, par exemples ceux concernant les phases préalables au procès de 1956 contre les manifestants. Les dossiers de poursuite pénale comptent actuellement 156 volumes et 51 annexes sous forme non seulement de documents d'archives mais aussi de notes et de films VHS, CD et DVD constituent leur partie intégrante.

Outre l'enquête concernant le Soulèvement de Poznań, je suis aussi chargé de mener d'autres affaires dont 123 de cloturées.

■ **Avez-vous réussi, après tant d'années, à condamner un auteur quelconque de la répression ?**

Après 60 ans, il est extrêmement difficile d'établir et d'indiquer à partir des preuves les assassins des différentes victimes. Jusqu'ici, j'ai porté des accusations contre Marian S., un ancien agent de la Milice Civique (MO), qui du 30 juin au 4 juillet 1956, affecté au poste d'agent au Commissariat de quartier Poznań-Jeżyce de la Milice Civique, a maltraité physiquement et moralement Marian K., un footballeur de Poznań de vingt-et-un ans détenu pour sa participation aux événements du Soulèvement de Poznań. L'agent a voulu le forcer à admettre avoir commis les actes dont il a été accusé. Avec d'autres agents de milice dont les noms ne sont pas connus, il a battu le détenu corps avec les mains et la matraque en caoutchouc et frappait sa tête avec son pistolet. On a intenté une accusation contre Marian S. Finalement, il a fait l'objet d'une condamnation définitive (1,5 de peine de prison avec sursis de 2 ans). Les résultats de l'enquête montrent que les abus envers les détenus qui consistaient à les maltraiter, étaient une pratique notoire. Ils avaient lieu non seulement aux commissariats de la Milice Civique où les agents – perplexes envers les manifestants dans les rues – évacuaient leur frustration en maltraitant les détenus. Des situations pareilles arrivaient au Bureau régional de la sécurité publique de la rue Kochanowskiego. Lors de l'enquête, nous avons rassemblé des preuves concernant à peu près cent incidents de ce type. Pourtant, jusqu'à présent c'est seulement dans ce cas-là, que nous avons réussi à rassembler des preuves qui ont permis de finaliser avec succès ce sujet devant le tribunal. Certes, j'ai établi l'identité d'autres auteurs de ces délits mais ils sont déjà morts. La question de responsabilité pour la maltraitance des détenus détenus est toujours ouverte. •



LUI, IL LE SAVAIT...

Extraits du témoignage du commandant Feliks Dwojak

Lukasz Jastrząb



FELIKS DWOJAK (1924–2013), un agent de la Sécurité d'État, puis du Ministère de l'Intérieur de 1945 à 1990. Il finit son service au grade de colonel. En juin 1956, il occupa le poste de directeur du Bureau de la Sécurité Publique de Poznań (au grade de commandant) et il fut au commandement de la défense du bâtiment.

En juin 1956, le commandant Feliks Dwojak et le colonel Józef Lipiński, commandant du 10^e Régiment de la Grande Pologne faisant partie du Corps de sécurité intérieure, étaient les seuls à prendre en considération la possibilité d'une grève.

A 6h30, le colonel Lipiński informa, le premier, les autorités de Varsovie sur l'éclatement de la grève. Tous les deux tentèrent en vain de mettre au défi ses supérieurs pour qu'ils prennent une décision permettant de remédier aux conséquences de la démonstration des ouvriers poznańiens de plus en plus difficile à maî-

triser. En 1981, Feliks Dwojak écrivit des mémoires intitulés *Mój czerwiec 1956 r.* (*Mon Soulèvement de Juin 1956*) sortis en nombre en 150 exemplaires comportant une clause « confidentiel ». C'est l'un des peu nombreux témoignages crédibles d'un représentant des autorités communistes sur le Soulèvement de Poznań, car le texte n'a pas pour objectif de blanchir le comportement de son auteur en 1956 1956, et la description du déroulement des événements reste conforme à l'état des connaissances actuel.

Les mémoires du commandant Feliks Dwojak indiquent que le Bureau de la Sé-

curité d'État de Poznań était déjà au courant depuis longtemps de la situation préoccupante aux établissements de Poznań – elle connaissait même la date de la manifestation planifiée pour le 28 juin. La première réunion des autorités municipales sur la situation autour de la grève eut lieu le 27 juin 1956 à 13h00 dans le bâtiment du Comité régional du Parti ouvrier unifié polonais (POUP). Lors de la réunion, Leon Stasiak, le 1^{er} secrétaire du Comité régional du POUP, et Józef Pieprzyk, le président du Presidium du Conseil régional d'État, présentèrent un rapport de leur visite et des pourparlers à l'Atelier d'entretien du matériel roulant. Ce compte rendu « était bouleversant et étonnant même pour le directeur, [...] dans le rapport on souligna l'avis que le jour du 28 juin pouvait être la date d'éclatement d'une grève générale à Poznań. Les membres du directeur et les chefs des départements présents à la réunion le confirmèrent ».

Il convient de prêter attention aux reproches de la part de Feliks Dwojak qui les adressa aux autorités d'époque – entre autres à Edmund Pszczółkowski et à Jan Ptasiński du Comité de sécurité publique et à la direction du Comité régional

du POUP). Il les accusa d'une attitude passive face à la situation qui se déployait à Poznań. En juillet 1956, Feliks Dwojak fit parvenir ses observations critiques à Edward Gierek qui arriva à Poznań pour participer à une réunion de la commission du parti et du gouvernement, créée en vue d'examiner les circonstances dans lesquelles se produisirent les événements du Soulèvement de Poznań. Il n'eut que le colonel Teodor Duda, l'adjoint au Commissaire Général de la Milice Civique, qui soutint alors la position de Dwojak.

Vers 22h00, le 27 juin 1956, Jan Płasiński, adjoint au président du Comité de sécurité publique, téléphona au commandant Feliks Dwojak pour lui demander quelle était la situation à Poznań. Płasiński considéra l'opinion du commandant Feliks Dwojak « comme exagérée, car selon lui la situation de Poznań évolua dans une bonne direction et la grève du 28 juin ne devait pas arriver ». Plus tard, Feliks Dwojak écrivit « qu'il considérait l'aversion qu'il avait pour Jan Płasiński comme justifiée, même au bout de 25 ans ». Le 28 juin 1956, à 6h00, les membres de l'encadrement supérieur du Comité de sécurité publique – Edmund Pszczółkowski, Jan Płasiński et Antoni Alster se rendirent en avion à Moscou pour participer à une réunion du Comité national de la sécurité publique de l'URSS.

Dans la nuit du 27 au 28 juin 1956, le commandant Feliks Dwojak rencontra Leon Stasiak, le 1er secrétaire du Comité régional du POUP de Poznań et Roman Fidelski, le ministre de l'industrie mécanique qui s'exprima comme suit : « L'usine de Cegielski ne fera pas de grève le 28 juin ». Le 28 juin à 7h00, le commandant Dwojak arriva au bâtiment du Bureau régional de la sécurité publique mais dans son rapport, il ne mentionna



Photo : AIPN

► Les manifestants à la place Staline

pas d'un seul mot un briefing qui devait avoir lieu tôt le matin et auquel devait participer le commandant Kazimierz Pocięgiel, le chef d'état-major du 10e Régiment de la Grande Pologne faisant partie du Corps de sécurité intérieure. Lors du briefing, « on était d'avis que la révolte des ouvriers ne prendrait pas de proportions si larges, et [...] son déroulement [...] se limiterait à un meeting lors duquel seraient discutées en public les revendications des ouvriers. Suite au briefing, aucune décision ni indication portant sur l'intervention de l'armée ou encore sur des mesures de remède n'a pas été prise ».

Dès le matin même, le Bureau régional de la sécurité publique recevait des rapports inquiétants sur la situation en ville. Dwojak essaya, sans obtenir des résultats, de joindre au téléphone les plus hautes autorités centrales, y compris Edward Ochabek, le 1er secrétaire du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP). Il réussit à joindre Witold Sienkiewicz, l'adjoint au président

du Comité de sécurité publique. Entre 8h00 et 8h30, des agents de milice furent envoyés en ville pour mener des observations et prendre des photos. Quelques groupes d'agents opérationnels furent chargés de « protéger » des sites importants (la centrale électrique, l'usine à gaz, des installations d'alimentation en eau). Jusqu'à 10h00, le commandant Dwojak demanda à deux reprises au sous-colonel Tadeusz Pietrzak, le commissaire régional de la Milice Civique, de faire venir des troupes de milice rue Kochanowskiego afin de bloquer l'accès au bâtiment. Vers 9h30, le directeur du Bureau régional de la sécurité publique demanda aussi au colonel Antoni Filipowicz, commandant de l'École Supérieure des Officiers des unités blindées et mécanisées (OSWPiZ) de faire venir des chars. Cependant, n'ayant reçu aucun ordre, il contacta uniquement ses supérieurs. Selon Feliks Dwojak, le colonel Filipowicz entra en contact avec le lieutenant général Jerzy Bord- ►

ziłowski, le Chef d'état-major et l'adjoint au ministre de la défense, mais à en croire le colonel Filipowicz, il ne réussit à appeler que le général de division Kazimierz Witaszewski, chef du Directoire politique central de l'Armée polonaise qui interdit l'envoi de troupes dans l'attente d'un ordre du ministre de la défense. Les chars ne furent envoyés qu'après 11h00 (seuls les soldats du troisième tour de troupes venant cette fois-là de l'École Supérieure des Officiers des unités blindées et mécanisées (OSWPiZ) obtinrent le permis d'utiliser les armes, l'arme accordé par le lieutenant général Jerzy Bordziłowski après 13h00).

Avant 10h00, les autorités de Varsovie ordonnèrent de préparer le bâtiment du Bureau régional de la sécurité publique à se défendre bien que tous les événements se produisissent loin de celui-ci. Certains agents du Bureau de la Sécurité d'État ne résistèrent pas au stress et « ils quittèrent arbitrairement le bâtiment du Bureau régional de la sécurité publique de Poznań ». A en croire le témoignage du commandant Feliks Dwojak, « on procéda à un examen et une protection nécessaire du bâtiment, toutes les portes extérieures furent barricadées. De nouveau, tous les agents subirent une identification et on leur attribua des postes au rez-de-chaussée, au premier, au deuxième et au troisième étage ». On désigna aussi deux officiers-inspecteurs pour chaque étage,

on distribua de l'arme et des munitions réelles. Le nombre exact de personnes formant l'équipe du bâtiment n'est pas connu. Dwojak mentionna que ce matin-là, il eut envoyé en ville 80 travailleurs en vue d'effectuer une reconnaissance. Une partie d'agents quitta arbitrairement le bâtiment, d'autres n'y revinrent plus (intentionnellement ou encore ils n'en avaient pas la possibilité). Afin de soutenir la défense, on envoya un peloton logistique de dix-neuf personnes du Corps de sécurité intérieure. Au total, 60 à 80 personnes devaient prendre part à la défense. Quelques familles des agents de milice s'abritèrent à l'intérieur du bâtiment. Il n'est pas établi qui commença à ouvrir le feu, mais tout semble indiquer que les premiers coups de feu partirent du camp des manifestants qui étaient munis d'armes dès le matin même. La situation était si tendue que, peu importe qui ouvrit le premier le feu, les émeutes auraient éclaté de toute façon.

La grève, calme au début et issue des raisons économiques, se transforma en émeutes armées. Les émeutes furent étouffées par : la 10e Division Blindée de Sudète, la 19e Division Blindée, la 4e Division d'infanterie de Poméranie Jan Kiliński et la 5e Division d'infanterie Saska. Le bâtiment du Bureau de la Sécurité d'État ne fut pas pris d'assaut régulier et organisé, les luttes se limitèrent à échanger des tirs, à fusiller le bâtiment

depuis les toits les plus proches, etc. La thèse sur la fusillade massive des civils par les agents de la Sécurité d'État est réfutée ce que confirme le nombre de victimes – à proximité du bâtiment, 5 personnes moururent, dont un civil l'arme à la main. Le bilan des événements fait état de 57 victimes mortes de chaque côté et certainement plus de 230 blessés (mais pas plus de 650). Une grande majorité des tués reçut des coups de feu en dehors de l'endroit principal des événements (le bâtiment de la Sécurité d'État), en majorité, suite à une fusillade chaotique et désordonnée par des civils ne sachant pas utiliser l'arme. Vers 17h00, le bâtiment de la Sécurité d'État et tout le quartier furent encerclés par les troupes qui se mirent à poursuivre les personnes armées. Des coups de feu singuliers s'adressèrent dans la direction du bâtiment jusqu'aux heures matinales du 29 juin. Les pertes de défenseurs se sont élevées à 3 morts et quelques blessés.

Dwojak décrit les événements successifs comme suit :

« Sans cesse, je faisais parvenir les informations et les nouvelles qui nous parvenaient sur la situation de Poznań au camarade Stasiak [le 1er secrétaire du Comité régional du POUP de Poznań] et au Comité de sécurité publique. Elles étaient reçues par le camarade [Zbigniew] Paszkowski (le secrétaire) ou encore par

► Une troupe de la Milice Civique à proximité de la place Staline – les miliciens ne s'attendaient guère à étouffer la démonstration.



le camarade [Michał] Drzewiecki, habilité par celui-ci (à cette époque-la, il occupait probablement le poste de Chef du Cabinet du Président du Comité de sécurité publique). Je finissais toujours mes rapports par la question : « Quand est-ce que la direction du parti prendra une décision, quand est-ce que le premier ministre arrivera à Poznań ? », car je savais que le Bureau politique se réunissait pour discuter et notre avenir était en jeu, l'avenir de la ville de Poznań. Je le savais bien. J'étais amer à cause de cette situation, je ne savais pas quoi faire. Lors de l'un des entretiens suivants, après que j'ai déposé un rapport, j'ai entendu la réponse suivante : « Les dirigeants du parti et le gouvernement ont élaboré une décision. Il faut que le Bureau de la Sécurité Publique se prépare pour pouvoir se défendre ». La décision était d'autant plus surprenante que tout ce qui se passait à Poznań n'avait pas encore atteint le niveau du Bureau régional de la sécurité publique. Nous n'étions pas du tout menacés.

Beaucoup plus tôt, au moment où la situation devant le bâtiment du Bureau de la Sécurité Publique était calme, nous contactâmes l'Unité Militaire Aérienne de Poznań [en 1956 à Poznań, le 62e Régiment d'instruction et d'entraînement de l'Armée de l'air de chasse stationnait dans le quartier de Krzesiny – Ł.J.], pour lui demander d'organiser une série de vols d'avions militaires à réaction au-dessus de la ville. Ce jour-là, il faisait très chaud et le soleil brillait beaucoup. Les avions sillonnaient le ciel de Poznań plusieurs fois pendant une longue durée, au-dessus des manifestants, d'un rassemblement d'ouvriers à proximité du Comité régional du POUP. Malheureusement, cette intervention si insolite et attirante, que nous le pensions, s'est avérée inefficace. Certes, les gens, étonnés, levaient les têtes vers le ciel pour un moment pour

revenir tout de suite aux événements se produisant à la place.

A Poznań, avant cette crise tragique, le Comité régional du POUP n'a pas entrepris de mesures suffisantes afin de remédier au conflit. La Direction du Comité régional du POUP se composait aussi de gens éclairés et éduqués, mais ils se sont retrouvés accablés, même paralysés par la situation. Telle était la situation du 28 juin. Aucune mesure efficace n'ont alors été prises. Les secrétaires, chefs des départements du Comité régional du POUP n'ont rien fait pour détourner le cours des événements, ils ont tout simplement quitté le bâtiment du Comité régional du POUP. Plus tard, ils « ont ajouté » des histoires décrivant la manière de mobiliser les membres les plus actifs du parti, de défendre le bâtiment, de s'exprimer devant le public.

Après un certain temps, j'ai appris que ce jour-là, le 29 juin, avant d'arriver à la Sécurité Publique, pendant que le premier ministre, assisté du général Popławski et du général Strażewski et d'autres personnes, traversait les rues de Poznań, à proximité de l'Opéra de Poznań, on leur a tiré dessus. L'une des balles a blessé une jambe du général Strażewski, le commandant de l'Arrondissement Militaire de Wrocław.

Vers 6h00 du matin, le camarade Głowacki est venu au Bureau de la Sécurité d'État et il a apporté du pain frais. Il l'a apporté en char ». Ce qui est très intéressant dans les mémoires de Feliks Dwojak, c'est sa version de la prise de décision concernant l'emploi de l'arme : « J'ai téléphoné à Varsovie. Le camarade Paszkowski et le camarade Drzewiecki ont facilement donné leur accord de tirer une salve d'avertissement, d'ouvrir le feu sur les manifestants tirants. J'ai informé le camarade Stasiak qui l'a aussi permis. J'ai appelé (peut-être qu'il avait téléphoné à la Sécurité d'État) le camarade Pieprzyk,

le président du Conseil régional d'État de Poznań, j'ai eu une conversation avec le camarade Gierek, le secrétaire du Comité central du POUP, demeurant dans le siège de Comité régional d'État [...]. Le camarade Gierek a affirmé avoir entendu des tirs et il a consenti à l'emploi de l'arme. J'ai contacté le camarade Sienkiewicz étant en réunion du Bureau Politique du Comité Central du POUP, lui aussi, il m'a donné son accord. J'ai téléphoné au camarade Marian Rybicki, le Procureur Général de la République Populaire de Pologne (PRL) et j'ai reçu son ordre de tirer une salve d'avertissement et à ouvrir le feu sur les manifestants qui tiraient. En présence des camarades Wendrowski et Żmijewski, j'ai fait parvenir cette décision au camarade Dmowski [l'adjoint au directeur du Bureau régional de la sécurité publique de Poznań] en vue de l'exécuter. [...] On a entendu des tirs. J'ai appris que le camarade Graja avait été blessé et qu'il était mort quelque temps après. Assisté d'un groupe d'agents, le camarade Dmowski se trouvait près de l'entrée principale à la Sécurité d'État. Après avoir estimé la situation comme critique, il a donné un ordre de tirer une salve d'avertissement ».

Le témoignage du commandant Dwojak révèle non seulement un grand chaos à toutes les échelles de décision, mais encore une panique qui avait envahi les dirigeants du Bureau régional de la sécurité publique de Poznań. Après la fin des événements, l'état psychique de Dwojak, a été décrit par Jan Ptasinski de manière suivante : « préoccupé par l'évolution de la situation, il réagissait nerveusement à chaque coup de téléphone ». Le 18 juillet 1956, Feliks Dwojak a été promu au grade de sous-lieutenant. •

Dr Łukasz Jastrząb – historien, spécialiste du Soulèvement de Poznań, auteur de plus d'une dizaine de livres (entre autres sur les victimes du Soulèvement de Poznań en juin 1956) et de quelques dizaines d'articles scientifiques et journalistiques.

Le texte intégral a été publié en 2006 (Ł. Jastrząb, Poznański czerwiec w relacji pplk. Feliksa Dwojaka [Le Soulèvement de Poznań vu par le sous-lieutenant Feliks Dwojak], « Przegląd Historyczno-Wojskowy » [« Revue Historique et Militaire »] 2006, no 4(214), pp. 134-162), et vous pouvez aussi le consulter sur les sites Internet de l'Institut de la Mémoire Nationale (www.czerwiec56.ipn.gov.pl/c56/czytelnia/publikacje-pdf/9193,Poznanski-Czerwiec-1956-roku-w-relacji-pplk-Feliksa-Dwojaka.html).

OUTRE LE SOULEVEMENT DE POZNAŃ

– les protestations de la société dans le bloc communiste de 1953 à 1956

Krzysztof Brzechczyn

Après la Seconde Guerre mondiale, le communisme s'imposa à toute l'Europe centrale et orientale. En Albanie et en Yougoslavie, les communistes accédèrent au pouvoir

eux-mêmes, par contre en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Roumanie et en Hongrie, le communisme fut instauré avec l'Armée rouge se dirigeant vers Berlin.

Très rapidement, les régimes communistes commencèrent à subir des transformations enclenchées en URSS après que les bolchéviques reprirent le pouvoir en 1917. Construit aux différents pays

SOULEVEMENT
1956
DE POZNAŃ



du camp soviétique, sur le plan politique, le communisme totalitaire eut pour effet l'élimination du pluralisme politique et de la démocratie parlementaire. Le régime monoparti communiste tenait le pouvoir en appliquant la terreur et en effrayant la société avec l'appareil de sécurité omniprésent. Sur le plan économique, la propriété privée fut supprimée et l'agriculture fut collectivisée, et l'industrialisation forcée causa une diminution du niveau de vie. Sur le plan culturel, le communisme imposa le culte de Staline et la domination de l'idéologie marxiste. Il combattait les églises chrétiennes et autres convictions.

Transformations du système

La société asservie, même les milieux de hauts agents du parti furent en proie à une spirale de terreur. L'appareil de sécurité les accusa de « nationalisme » ou encore de complot avec ▶

▶ Les manifestants luttant contre les chars soviétiques dans les rue de Berlin, le 17 juin 1953.

Photo : PAP/DPA



SOULEVEMENT
1956
DE POZNAŃ

► Les chars dans les rues de Berlin en juin 1953.

Josip Broz Tito, « le chien à la chaîne de l'impérialisme ». **Laszlo Rajk**, ministre de l'intérieur hongrois, condamné en septembre 1949 avec trois autres agents à la peine de mort, fut la première victime des purges au sein du parti. En décembre 1949 en Bulgarie, Trajco Kostov, adjoint au premier ministre, fut exécuté, et en novembre 1952 en Tchécoslovaquie, **Rudolf Slanski** fut condamné à la peine de mort (dans ce procès, dix condamnations à mort furent prononcées et exécutées). En Roumanie, en avril 1954, une peine de mort a été exécutée sur Lucrețiu Pătrășcanu, ministre de la justice. En Pologne, Wiesław Gomułka fut emprisonné de 1951 à 1954 mais on ne réussit pas à tenter une action contre lui. En République Démocratique Allemande (RDA), Paul Merker, membre du Comité Central SED, fut condamné en mars 1955 à huit ans de prison.

Les transformations des régimes communistes se déroulèrent selon les dispositions venant d'en haut et d'en bas. Une lente restitution des liens de solidarité sociale fut à l'origine des mou-



Photo : PAP

vements antitotalitaires venant d'en bas. Elle provoqua des révoltes sociales ouvertes lors desquelles on revendiqua une amélioration des conditions de vie et la démocratisation de la vie politique. Une destalinisation venant du sommet de l'Etat – conforme aux intérêts à long terme de l'appareil du parti atteint de purges staliniennes – se traduisit par la condamnation du culte de la personnalité, l'amnistie des prisonniers politiques, une réorganisation de l'appareil de sécurité, un déploiement des réformes qui avaient pour objectif d'empêcher « les

erreurs » et « les distorsions » du communisme mais qui ne devaient pas bouleverser les fondements du régime.

Le processus de restitution des liens sociaux autonomes débuta déjà dans les camps de travail soviétiques, avant la mort de Staline. Selon Alexandre Soljenitsyne, le fait que les gens arrêtaient de voler le pain en fut la première étape. L'autre – une élimination réelle des délateurs qui conduisit à une croissance de la confiance réciproque entre les prisonniers, ce qui leur permit d'organiser des protestations. La révolte de Retiunin en janvier 1942 à Osz-Kuria fut une des premières. Les prisonniers s'évadèrent du camp et se mirent à mener une guérilla. En juin 1950, les prisonniers des camps situés près de la ville Salechard (à quelques centaines de kilomètres de Vorkuta) se rebellèrent. Ils désarmèrent les gardes et libérèrent les prisonniers d'autres camps. Soljenitsyne cite aussi les révoltes des prisonniers des camps d'Ekibastuz (janvier 1952), à proximité de Norylsk, à Vorkuta (mai à juin 1953) et à Kinguir (mai à juin 1954). Les révoltes furent réprimées et les prisonniers déplacés dans d'autres camps. Ainsi, une vague de révoltes se répandit sur tout le goulag.

Les processus de déstalinisation venant d'en haut ne furent déclenchés que par la mort de Staline, le 5 mars 1953. Le point culminant de la situation fut le XXe Congrès du PCUS (Parti communiste de l'Union Soviétique) lors duquel Nikita Khrouchtchev prononça un discours secret dénonçant le culte de la personnalité. Le discours – qui devait demeurer secret – fut relu aux réunions du parti, et dans certains pays du bloc communiste (p.ex. en Pologne) ouvertement copié et diffusé.

En 1956, la stabilité de la situation politique fut maintenue uniquement en



Photo : PAP

Protestations antitotalitaires au sein du bloc communiste

Les processus de déstalinisation venant d'en haut accélèrent et renforcent les mouvements antitotalitaires venant d'en bas. Le Soulèvement de Poznań constitue un maillon de cette chaîne de protestations contre le pouvoir totalitaire. Ci-dessous sont décrits les mouvements les plus importants.



TCHÉCOSLOVAQUIE. Après que la décision sur la dénomination négative de l'argent et sur l'augmentation des prix fut prise, le 1er juin 1953, 20 mille ouvriers de l'usine Škoda et d'autres usines sortirent dans les rues de Plzeň pour réclamer la révocation de ces décisions juste et des élections libres. La démonstration fut réprimée par les forces de l'ordre. Pourtant, au début du mois de juin déjà, 360 mille personnes firent grève dans quelques dizaines d'établissements et quelques villes furent envahies par les démonstrations en masse. Suite à l'écrasement violent des démonstrations, environ 200 personnes furent blessées et 2 mille personnes – arrêtées.



RDA. Durant la deuxième moitié du mois de mai 1953, les dirigeants du parti et du gouvernement prirent une décision de faire augmenter les quotas de production et les prix. Cela enclencha une grande démonstration de 40 mille personnes à Berlin de l'Est le 16 juin. Outre les postulats économiques, apparurent les demandes d'organiser des élections libres. Le 17 juin, des grèves éclatèrent dans 600 établissements dans plus de 250 villes. Elles furent étouffées par des troupes de l'Armée Soviétique entre autres. Selon différentes estimations, au cours des affrontements, quelques centaines de personnes périrent et quelques milliers subirent des répressions.



POLOGNE. Le 24 octobre 1956, lors d'un rassemblement d'un million de personnes à la Place des défilés de Varsovie, Gomułka dénonça une mauvaise politique du POUP et appela à garder le calme et à revenir au travail. Le pays connut une vague de rencontres et de réunions qui critiquaient la politique du parti communiste et exprimaient un soutien pour les Hongrois. Le 18 novembre, à Bydgoszcz, les machines permettant de brouiller les stations de radio occidentales ont été détruites. Le 10 décembre, une démonstration se déroula à Szczecin juste devant le consulat soviétique.



HONGRIE. En été et au début de l'automne, le climat politique de la société hongroise fut remarquablement influencé par la situation en Pologne. Lors d'un rassemblement organisé le 22 octobre 1956, les étudiants de Budapest revendiquèrent entre autres, dans une résolution de seize points, des élections libres et le retrait de l'armée soviétique de Hongrie. Le lendemain, au pied du monument de Joseph Bem, se déroula une manifestation de solidarité avec la Pologne, rassemblant quelques milliers de personnes. Imre Nagy revint au gouvernement et en même temps, les autorités hongroises placèrent le pays en état d'urgence et demandèrent à l'armée soviétique d'intervenir, ce qui entraîna des affrontements armés. Pendant ce temps, au sein des établissements, les conseils et les comités d'ouvriers reprirent le pouvoir. Dans ce contexte, le premier ministre Nagy revendiqua le retrait de l'armée étrangère. Puisque sa revendication ne fut remplie qu'en partie, le 1er novembre, Nagy déclara la neutralité de la Hongrie et forma un nouveau gouvernement multipartite. L'armée soviétique entra de nouveau à Budapest pour réprimer la résistance armée du 4 au 10 novembre. A partir du milieu de novembre, le Conseil central d'ouvriers de Budapest dirigea les mouvements de résistance civile contre le gouvernement de Kadar et les troupes d'occupation. Lorsque, le 10 décembre, le Conseil fut interdit et ses dirigeants arrêtés, une grève générale fut proclamée. Elle se termina le 7 janvier 1957, suite au décret instituant la peine de mort pour le refus de travail. Selon les estimations, au total, le soulèvement de Hongrie provoqua la mort de 2,5 mille personnes, et 200 mille émigrèrent.



ROUMANIE. Sous l'impulsion des événements de Hongrie, le 30 octobre 1956, plus de 2 mille étudiants, rassemblés à une réunion avec la participation de représentants des autorités, demandèrent d'améliorer les de vie, d'éliminer la langue russe des programmes d'études et les conférences sur le marxisme ainsi que de faire sortir les troupes soviétiques. En novembre et en décembre, des réunions, rassemblements et manifestations d'étudiants pareils se produisirent à Cluj, Iași et Bucarest. Des milliers d'étudiants se firent arrêter et reléguer des universités.

Bulgarie, en Tchécoslovaquie et en RDA. Dans ces pays, la portée des processus de déstalinisation fut limitée. De manière générale, l'année 1956 fut le résultat des processus de déstalinisation venant d'en haut et des protestations antitotalitaires d'en bas forçant des réformes plus radicales. Cette dualité se fit voir de manière la plus nette en Pologne. Après octobre 1956, Gomułka autorisa pratiquement l'agriculture privée et fit des compromis en faveur de l'Église catholique (la libération du primat Wyszyński, la reprise de l'hebdomadaire catholique culturel « Tygodnik Powszechny », la création des Clubs d'intellectuels catholiques, etc.) Pourtant, après que la situation sociale se stabilisa, les dirigeants du parti communiste se mirent à rétablir l'ancien ordre de choses au sein du POUP et il tentèrent de regagner son influence en dehors de celui-ci. Cela se manifesta entre autres par la fermeture de la revue « Po prostu » (« Tout simplement ») et une diminution des actions des intellectuels révisionnistes (pour citer l'exemple de Leszek Kołakowski) qui réclamaient des réformes du système plus avancées que le permirent les intérêts de l'appareil du parti. Le parti se remit à « serrer la vis » en luttant contre l'Église catholique et en réduisant son influence sur la vie de la société. Malgré cela, dans l'histoire des pays du bloc communiste et surtout de la Pologne, l'an 1956 fut marqué par un écartement irréversible du stade stalinien du régime communiste. •

Professeur Krzysztof Brzechczyn – employé du Bureau territorial d'éducation publique de l'Institut de la Mémoire Nationale de Poznań et de l'Institut de philosophie de l'Université Adam Mickiewicz, spécialisé en philosophie de l'histoire, en théorie des régimes totalitaires et en histoire de la pensée politique de l'opposition en période de la République Populaire de Pologne (PRL).



HISTOIRE VUE DU

Agnieszka Kołodziejska

« Traverser l'histoire contemporaine en tramway » est un projet dans le cadre duquel, à partir de juin 2012, le Bureau territorial d'éducation publique de Poznań organise des cours d'histoire insolites visant à commémorer le Soulèvement de Poznań.

Les cours se déroulent en dehors de l'école, sur des sites liés à cet événement historique. Leur niveau s'adapte aux besoins et possibilités des jeunes de tranches d'âge différentes. Les cours sont enrichis par le travail avec les sources d'archives, par les visites aux archives de l'Institut de la Mémoire Nationale de Poznań ou aux monuments historiques évoquant d'autres événements récents polonais.

Grâce à une coopération avec la Société de Transport Urbain de Poznań,

pendant chaque cours qui n'a pas lieu en classe, nous avons à notre disposition un tramway historique N+ND n° 602+456 conduit par un professionnel. Les tramways de ce type sillonnèrent les rues de Poznań il y a 60 ans. Pour les besoins des transports actuels, cet exemplaire fut rénové et modifié pour des raisons de sécurité. C'est le seul tramway de cette époque qui est en état de marche et dont la Société de Transport Urbain de Poznań est fière. Outre notre projet, ce tramway assure également la ligne touristique « 0 », utilisée en période d'été.

D'habitude le matin, nous partons en tramway de la station Dębiecka pour nous rendre au centre-ville en regardant les bâtiments de l'usine Cegielski qui vit naître en 1956 une grève des ouvriers. Nous passons ensuite devant des plaques qui, grâce aux efforts de la Solidarność, commémorèrent dès 1980 les événements mis par les autorités de la PRL (la République Populaire de Pologne) derrière un rideau de silence. En prenant l'ancienne rue Feliksa Dzierżyńskiego (aujourd'hui c'est la rue 28 czerwca 1956 r. [du 28 juin 1956]),

nous pouvons attirer l'attention des jeunes sur l'histoire et la démographie de la ville d'après la Seconde Guerre mondiale. Là, l'opportunité se présente pour évoquer le caractère particulier de l'ethos du travail et les idées d'indépendance qui motivèrent entre autres Hipolit Cegielski, patriote et entrepreneur de Poznań, à agir. L'usine du quartier de Dębiec porta son nom pendant plusieurs années. Lors de la Seconde Guerre mondiale, les Allemands transformèrent le nom en Deutsche Waffen und Munitionsfabriken et les communistes en 1949 – en Usine d'industrie métallique Joseph Staline. Pourtant, ses travailleurs se sentaient toujours « ouvriers de Cegielski ». Nous quittons le quartier de Dębiec et le quartier de Wilda pour passer en tramway à côté du monument à la mémoire des insurgés de la Grande Pologne et suivre le chemin menant à la Foire Internationale de Poznań qui, en juin 1956, accueillit des salons pour la 35e fois. Grâce à la présence des exposants et des journalistes d'outre « le rideau de fer », les habitants de l'Europe de l'Ouest furent mis tout de suite au



Photo: AIPN

TRAMWAY

courant des événements de Poznań, ce qui ne fut pas le cas des Polonais eux-mêmes.

En suivant les rues et les coins du quartier de Jeżyce, nous arrivons à la rue Kochanowskiego où, dans les années cinquante, le Bureau régional de la sécurité publique, organisme le plus détesté de l'État communiste, eut son siège. C'est là, depuis le toit du bâtiment de la Sécurité sociale que le 28 juin 1956, les manifestants firent tomber les machines permettant de brouiller les stations de radio occidentales. C'est là aussi que se produisirent les événements les plus tragiques du jeudi noir : le déclenchement d'une fusillade par les agents de la Sécurité d'État, comptant plusieurs blessés et morts, dont Romek Strzałkowski, un garçon de treize ans. Puis, nous nous rendons vers la rue Fredry d'où nous continuons vers la place Mickiewicza – auparavant la place Staline – située au coin des anciennes rues de l'Armée Rouge et Stalingrad – aujourd'hui elles portent les noms respectivement Św. Marcin et Niepodległości.

Au pied du monument du Soulèvement de Poznań nous apprenons son origine et son importance. C'est le symbole le plus important des événements d'il y a 60 ans, mais aussi des mouvements ultérieurs. Les dates de luttes pour la liberté des Polonais : 1968, 1970, 1976, 1980 et 1981 y sont marquées en grand. Nous allumons des bougies veuilleuses et observons une minute de silence pour rendre hommage aux victimes du Soulèvement de Poznań.

La dernière étape du cours en dehors de l'école est une visite au Musée du Soulèvement de Poznań, situé pas loin des Croix de Poznań. Le musée susmentionné est l'une des annexes du Musée de l'Indépendance de la Grande Pologne. Il fut inauguré en automne 2007 dans le

sous-sol du Château Impérial et à partir de ce moment-là, il attire les touristes en proposant une présentation moderne des faits historiques : documents, photographies et témoignages, en enrichissant et en modifiant régulièrement l'espace du musée. Après avoir écouté l'historien du musée, les élèves peuvent visiter librement l'exposition et remplir en même temps les fiches de travail conçues pour eux. Elles peuvent donner suite à une discussion avec les enseignants après la sortie scolaire ou pendant les révisions avant les tests.

Durant le cours, les jeunes apprennent surtout ce que la ville veut leur transmettre, à travers les bâtiments, les monuments et les plaques qui subsistent. Le récit du Soulèvement de Poznań et les mentions de l'Insurrection de la Grande Pologne de 1919 dont ils ne connaissent que peu jusque là, encouragent parfois à commencer des recherches individuelles sur l'histoire locale, le plus souvent liées à Poznań et la Grande Pologne. •

Agnieszka Kołodziejska – linguiste, organisatrice des actions éducatives à la Succursale poznanienne de l'Institut de la mémoire nationale, auteur des textes scientifiques consacrés à l'histoire et à la littérature, co-auteur de l'album *Zranione miasto. Poznań w czerwcu 1956 roku (La ville blessée. Poznań en juin 1956)*, 2004.

Jusqu'à présent, 40 cours « Traverser l'histoire contemporaine en tramway » en dehors de l'école ont eu lieu et 20 cours sont prévus en 2016. Nous vous invitons à participer aux cours du printemps 2017.

Contact : Agnieszka Kołodziejska, OBEP IPN Poznań
agnieszka.kolodziejska@ipn.gov.pl, tél. 61 835 69 53

PROGRAMME DES ACTIVITÉS TERRITORIAL

Les activités offertes par le Bureau territorial d'éducation publique de l'Institut de la Mémoire Nationale de Poznań à l'occasion du 60^e anniversaire du Soulèvement de Poznań en juin 1956.

21 MAI 2016

Nuit des musées à Poznań – « Soulèvement de Poznań en juin 1956 » (au siège de l'Institut de la Mémoire Nationale de Poznań) :

- exposition intitulée « Liberté ! Du pain ! Soulèvement de Poznań en juin 1956 sur les photographies »
- exposition sur l'implication de Stanisława Sobańska, Helena Przybytek, Maria Kapturska (communément appelées conductrices de tramway) dans les événements du Soulèvement de Poznań
- exposition intitulée « Pour préserver la mémoire. Monument au Soulèvement de Poznań »
- rencontre avec des témoins de l'histoire – des participants au Soulèvement
- projection des documentaires sur le Soulèvement de Poznań
- puzzles et jeux de mémoire sur le Soulèvement de Poznań adressés aux enfants et aux adultes
- jeux-questionnaires sur les événements du Soulèvement de Poznań (suscités prix – tee-shirts imprimés spécialement pour cette occasion)
- visite des archives de l'Institut de la Mémoire Nationale
- vente des publications de l'Institut de la Mémoire Nationale

Accès au siège de l'Institut de la Mémoire Nationale en bus dit « Concombre », départ du Musée du Soulèvement de Poznań (Centre de culture Zamek rue Niepodległości) à 17h00, 18h00, 19h00, 20h00, 21h30, 22h30, 23h30, tickets gratuits à retirer à CIM (Centre d'information municipale) rue Ratajczaka 44, à partir du 13 mai 2016.

15 JUIN 2016

Projection du film *Paradoks o konduktorze (Paradoxe sur le conducteur)* de Michał Dudkiewicz. Le film sera précédé d'un exposé de la maître de conférences Elżbieta WOJCIESZYK sur le Soulèvement de Poznań à l'occasion de son 60^e anniversaire.

Lieu : Zielona Góra, Centre d'éducation de l'Institut de la Mémoire Nationale « Arrêt Histoire » et Bibliothèque régionale et municipale Cyprian Norwid, Sala Dębowa, al. Wojska Polskiego 9, 17h00.

22 JUIN 2016

Projections des documentaires « Sur les traces du Soulèvement de Poznań en juin 1956 ». La projection des films aura lieu dans la matinée (pour les écoles) et l'après-midi pour les autres. Les activités sont gratuites. Lieu : Poznań, le cinéma Rialto, rue Dąbrowskiego 38

10h00 et 16h00

W dzień targowy (Le jour du marché), film de Robert Kaczmarek, Pologne 2006, 57 min. Dans le film, le passé et le présent s'entrecroisent. Ses auteurs tentent de répondre à la question de quelle manière le souvenir du Soulèvement de Poznań est présent dans la conscience civique et nationale, comment l'histoire polonaise est perçue par les étrangers.

11h15 et 17h10

Paradoks o konduktorze (Paradoxe sur le conducteur), film de Michał J. Dudkiewicz, Pologne 1997, 49 min.

Zdzisław Wardejn, acteur polonais connu, est le narrateur du film. Celui-ci, à l'âge de 16 ans, rejoint les manifestants protestant dans les rues de Poznań. Dans le film, en suivant les traces de sa vie passée, il rend compte du déroulement des événements auxquels il a participé. En même temps, il tente de restituer l'histoire tragique de Kazimierz Wiczorek. C'est bien lui le conducteur évoqué dans le titre. Wardejn essaie de résoudre le mystère de sa mort en expliquant comment le Soulèvement de Poznań a lié le sort des deux personnages.

12h20 et 18h10

Ostatnie powstanie (Dernier Soulèvement), film de Grzegorz Braun, Pologne 1995, 52 min. Les auteurs du film laissent le spectateur regarder les événements du Soulèvement de Poznań sous deux perspectives. Les témoins oculaires et les participants directs des « deux côtés des barricades » racontent le déroulement des faits. Nous découvrons les témoignages de ceux qui ont été les cibles des tirs et d'autre part de ceux qui ont défendu « les acquis du socialisme ».

D'ANNIVERSAIRE OFFERTES PAR LE BUREAU D'ÉDUCATION PUBLIQUE DE POZNAŃ

13h30 et 19h10

Maestro, film d'Agata Ławniczak, Pologne 2008, 47 min.

Le film raconte le sort de Stanisław Hejmwski, l'un des avocats prenant part aux procès de Poznań. Le titre « Maestro » fait référence au code d'une affaire visant à démasquer le juriste (maître). L'attitude immuable de Hejmwski lui a coûté très cher. En racontant son histoire, la réalisatrice se focalise non seulement sur sa vie professionnelle, mais aussi comment les mesures prises par les autorités impactèrent la vie familiale de Hejmwski.

23 JUIN 2016

Jeu de piste « Sur les traces du Soulèvement de Poznań ». C'est un jeu dédié aux élèves des collèges et des écoles secondaires. Les élèves pourront participer à une leçon historique à partir des archives, visiter les archives de l'Institut de la Mémoire Nationale pour passer enfin à une compétition. Le jeu se terminera par une finale solennelle au Centre d'éducation de l'Institut de la Mémoire Nationale « Arrêt Histoire » à la Bibliothèque Raczyński. Début du jeu au siège de l'Institut de la mémoire nationale Filiale de Poznań, ul. Rolna 45a, 9h00
Veuillez vous inscrire avant le 13 juin à l'adresse mail : agnieszka.kolodziejska@ipn.gov.pl

24 JUIN 2016

Panel de discussion « Evènements de 1956 en Europe Centrale et Orientale. Tentative d'approche transnationale »

L'objectif du panel est de comparer le déroulement des évènements de 1956 (protestations et manifestations sociales, révolutions, réformes venant du gouvernement et libéralisation du pouvoir, etc.) au sein des sociétés communistes choisies de l'Europe Centrale et Orientale ainsi que de définir leur impact sur l'évolution du régime communiste. La perspective comparative et transnationale adoptée dans les études permettra de fournir des réponses aux questions suivantes : dans quelle mesure les changements sociaux de 1956 furent-ils liés à la mort de Staline, et aux processus d'émancipation d'une petite envergure (révoltes au goulag) ; les changements politiques dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale découlèrent-ils du développement autonome de ces pays ou plutôt d'une libéralisation enclenchée en Union Soviétique par le XX^e Congrès du PCUS ; est-ce que la situation socio-politique des pays de l'Europe Centrale et Orientale influença l'histoire intellectuelle : la création du révisionisme et le déroulement de la réforme de l'Eglise catholique après le II^e Concile œcuménique de Vatican, la laïcisation et la sécularisation de la vie sociale ; si oui, dans quelle mesure ?

Programme du panel :

Konrad Bialecki (Institut d'histoire de l'Université Adam Mickiewicz / l'Institut de la Mémoire Nationale), *Soulèvement de Poznań en juin 1956 sous une perspective transnationale* ;

Janos Tischler (Institut Hongrois), *Rok 1956 na Węgrzech (L'an 1956 en Hongrie)* ;

Juraj Marusiak (Académie des sciences de Slovaquie, Bratislava), *L'an 1956 en Tchèque et en Slovaquie* ;

Dragos Petrescu (Académie des sciences de Roumanie), *Echa roku 1956 w Rumunii (Echos de l'an 1956 en Roumanie)* ;

Krzysztof Brzechczyn (Institut de Philosophie de l'Université Adam Mickiewicz / Institut de la Mémoire Nationale), *Le révisionisme en Europe Centrale et Orientale – l'enfant non désiré des transformations politiques de 1956*.

Lieu : Poznań, Centre d'éducation de l'Institut de la Mémoire Nationale « Arrêt Histoire » à la Bibliothèque Raczyński, plac Wolności 19, de 11h00 à 13h00.

27 JUIN 2016

Inauguration de l'exposition en plein air « 1956 : La Pologne – La Hongrie. L'histoire et la mémoire »
Jardin du Château Impérial Katyń et Sibérie, 16h30.



